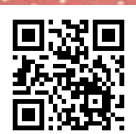


UN NOUVEAU SYSTÈME INTÉGRÉ DÉPLOYÉ DÈS CETTE ANNÉE

Pour une gestion efficace des finances publiques

Des réformes profondes sont engagées par l'Etat dans le domaine des finances. Une opération visant au renforcement de la discipline budgétaire, à l'optimisation de l'allocation des ressources publiques et l'amélioration de l'efficacité des services fournis par l'Etat. En effet, un nouveau système intégré de gestion budgétaire (SIGB) sera déployé dès cette année, a annoncé le ministre des Finances, Laaziz Faïd, en mettant l'accent sur l'importance "cruciale" que revêt la transformation numérique, actuellement en cours dans le secteur des finances. P 3



TRANSFORMATION DIGITALE
**Sonatrach signe un
protocole d'entente
avec Huawei**



Sonatrach a signé, hier en Chine, avec Huawei Télécommunication Algérie, un protocole d'entente visant à explorer les opportunités de coopération dans les domaines de la digitalisation et des technologies de l'information, a indiqué le groupe public dans un communiqué.

P 2

SAISON ESTIVALE 2024
**Des offres «spéciales»
pour la diaspora**

L'Algérie a été classée 150e destination touristique mondiale en 2022, selon le cabinet espagnol Bloom Consulting. Les pouvoirs publics veulent redresser la barre semble et se disent déterminés à vouloir développer ce secteur, même s'ils partent de loin. La politique adoptée semble réussir, car selon les propos de M Didouche Mokhtar ministre du Tourisme et de l'Artisanat, le nombre de touristes ayant visité l'Algérie durant le premier trimestre 2024.

P 5

AÏD EL-ADHA
**Plus de 2500 vétérinaires
mobilisés**

Célébrer l'Aïd El-Adha dans des conditions optimales d'hygiène et de sécurité sanitaire pour le cheptel ainsi que pour les consommateurs constitue l'objectif principal des campagnes de sensibilisation menées chaque année par le ministère de l'Agriculture. En effet, plus de 2500 vétérinaires seront mobilisés, durant cette fête, afin de garantir un suivi sanitaire adéquat de l'abattage des moutons.

P 5

PÉTROLE
**Le Brent à près
de 81,5 dollars** P 2

LUTTE CONTRE LE TRAVAIL
DES ENFANTS
**D'importantes mesures
prises par l'Algérie** P 3

BANQUE MONDIALE
**L'économie mondiale
se stabilise mais à un
rythme faible** P 16

PÉTROLE

Le Brent à près de 81,5 dollars

Les prix du pétrole fléchissaient mardi après leur poussée de la veille, l'attention des investisseurs se tournant vers la réunion de politique monétaire de la Fed, qui pourrait laisser ses taux directeurs inchangés. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en août, céda à 0,20% à 81,47 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en juillet, perdait 0,26% à 77,54 dollars. La veille, les prix du brut avaient grimpé de près de 3% en raison d'achats spéculatifs, au moment où la demande pourrait monter en flèche à l'approche de la saison de la conduite aux Etats-Unis, période marquée par de nombreux déplacements et une forte consommation de carburants. L'attention du marché se tourne "vers les signaux macroéconomiques et les réductions potentielles des taux d'intérêt" de banques centrales dans le monde, commentent des analystes. La Réserve fédérale américaine (Fed) entame mardi sa réunion de politique monétaire de deux jours.

TRANSFORMATION DIGITALE

Sonatrach signe un protocole d'entente avec Huawei

Sonatrach a signé, hier en Chine, avec Huawei Télécommunication Algérie, un protocole d'entente visant à explorer les opportunités de coopération dans les domaines de la digitalisation et des technologies de l'information, a indiqué le groupe public dans un communiqué.

Par Slimane T

La cérémonie de signature s'est déroulée au siège de la société mère Huawei, à Shenzhen (Chine) en présence du PDG du groupe Sonatrach, Rachid Hachichi et de son homologue de Huawei, Hua Liang, selon la même source. Ce protocole permettra à Sonatrach et à Huawei Télécommunication Algérie « d'établir un cadre propice pour engager des discussions qui porteront sur les opportunités de coopération dans les domaines de la digitalisation et des technologies de l'information, englobant un large éventail de domaines, notamment le cloud computing, les datacenter, les réseaux informatiques, les télécommunications et la cybersécurité ». La signature de ce protocole d'entente « témoigne des ambitions affirmées de Sonatrach de développer la coopération dans le domaine de la transformation numérique, la

considérant comme un levier essentiel qui lui permettra d'optimiser ses processus, d'exploiter pleinement son potentiel et de s'adapter aux défis actuels », est-il souligné dans le communiqué. Cette cérémonie de signature a été précédée par des visites de terrain les 10 et 11 juin 2024. Dans ce cadre, M. Hachichi et la délégation qui l'accompagne se sont rendus au "Cloud Data Center" de Huawei, situé dans la province de Dongguan, ainsi qu'au "Centre de Cyber Sécurité" de cette entreprise "leader dans le domaine des technologies digitales". Le PDG a également visité "Huawei Ox Horn Campus", qui est un centre de référence pour la recherche et le développement technologique dans le secteur de l'informatique et de la télécommunication, avant d'effectuer une visite au "Hall d'Exposition Digital Huawei Power" à Shenzhen, suivie d'une visite au siège de Huawei où la délégation a fait une halte au niveau du "Centre de Transforma-

tion Digitale". A cette occasion, la délégation a reçu un exposé technique portant sur les activités de ce centre technologique de pointe, en plus des dernières solutions technologiques développées par Huawei dans le domaine des énergies renouvelables, notamment celles inhérentes au stockage de l'électricité via les batteries. Par la suite, une rencontre de haut niveau a réuni M. Hachichi avec M. Liang. Cette rencontre a été couronnée par la signature du protocole d'accord pour un partenariat stratégique entre Sonatrach et Huawei. Cette coopération "renforcera davantage les activités R&D et l'expérimentation de solutions digitales dans des domaines clés afin de faire face aux défis du secteur Oil & Gas. Elle favorisera également la création d'un écosystème propice à l'innovation et à l'amélioration continue grâce à des programmes de formation spécialisés", selon le communiqué de Sonatrach.

ORAN

Signature d'une convention entre l'USTO-MB et le groupe "Legrand Electric Algérie"

Une convention de partenariat a été signée entre l'Université des Sciences et de Technologie d'Oran "Mohamed Boudiaf" (USTO-MB) et le groupe industriel "Legrand Electric Algérie", en vue de renforcer le partenariat en matière de formation et de recherche scientifique, a-t-on appris, mardi, auprès de l'Université. La convention, signée lundi par le recteur de l'USTO-MB, Pr. Hamou Ahmed, et le Directeur général du

groupe "Legrand Electric Algérie", M. Denis Marange, vise à assurer des formations au profit des étudiants et à renforcer et valoriser les activités pédagogiques et de recherche. Pour ce qui est des formations au profit des étudiants, celles-ci seront nombreuses et se dérouleront pendant une semaine et seront sanctionnées par des attestations, a indiqué la même source, ajoutant que les stages pratiques pour les mémoires

de fin d'études des étudiants de Master et d'ingéniorat seront assurés au niveau du groupe "Legrand Electric Algérie". Dans le domaine de la recherche, il sera question du lancement de Projets nationaux de recherche (PNR) dans le domaine de la sécurité énergétique, de lancement d'équipes de recherche mixtes", sachant que l'équipe de recherche mixte est "l'entité organisationnelle de base, qui

permet la mise en œuvre de projets de recherche et de développement", a-t-on fait savoir. Dans le même cadre, des manifestations scientifiques seront organisées par l'USTO-MB dans le domaine des infrastructures électriques et numériques du bâtiment et de l'énergie, d'une manière générale, durant lesquelles un stand d'exposition sera réservé à l'entreprise à chaque occasion.

AID EL ADHA

Un programme spécial pour faciliter la circulation des citoyens à Alger

L'Etablissement public de transport urbain et suburbain d'Alger (Etusa) a mis en place un programme spécial à l'occasion de l'Aïd El Adha, pour faciliter la circulation des citoyens à Alger durant cette fête religieuse, a-t-il annoncé mardi dans un communiqué. Le programme de transport débutera à 6h30 et

s'étendra jusqu'à 19h00 pour les brigades jour et de 19h00 à 00h00 pour les brigades de nuit, a précisé la même source. L'Etusa assure qu'elle couvrira 183 lignes avec 189 bus durant le premier jour de l'Aïd (16 juin) et 315 bus durant le deuxième et le troisième jour de la fête (17 et 18 juin). Concernant le programme des

brigades de nuit, l'Etusa couvrira 23 lignes avec la mobilisation de 23 bus. S'agissant du programme Tarahom (navettes à destination des cimetières), il débutera de 06h00 jusqu'à 13h00 le premier et le deuxième jour de l'Aïd, a fait savoir le communiqué. Ces navettes vers les cimetières concernent cinq lignes spé-

ciales: de la station 1er Mai vers le cimetière d'El Alia, la station place des Martyrs vers le cimetière d'El Alia, la station Chevalley vers le cimetière de Dely Brahim, la station Bachdjarah vers le cimetière de Sidi Rezine par Baraki et la station El Harrach vers le cimetière d'El Alia par Bachdjarah et Sidi Tayeb.

SALON DE LA PHARMACIE "ALPHARMA"

80 exposants attendus à Annaba du 26 au 29 juin

La troisième édition du Salon de la pharmacie "Alpharma", sera organisée du 26 au 29 juin en cours à Annaba, avec la participation de 80 exposants, ont indiqué mardi les organisateurs dans un communiqué. Cette édition, placé sous le haut parrainage du ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique et le wali d'Annaba,

est inscrite sous le thème : "Le pharmacien au coeur des innovations de la santé" et regroupera des laboratoires pharmaceutiques, des grossistes et des distributeurs, ainsi que de nombreux acteurs du domaine de la pharmacie, selon la même source. Le salon sera ponctué par plus de 25 conférences et symposiums, qui seront animés par des experts,

professeurs et chercheurs nationaux de l'industrie pharmaceutique. Les thèmes abordés incluront la bioéquivalence, l'éducation thérapeutique du sujet diabétique, l'interchangeabilité des bio similaires, entre autres. Les étudiants auront l'opportunité d'assister à plus de huit ateliers sur les dernières réglementations, innovations et technologies du secteur

pharmaceutique en Algérie. "Alpharma se veut également un pont entre les pays d'Afrique, et ce, à travers les rencontres B2B, qui visent à promouvoir l'exportation des produits pharmaceutiques algériens et d'explorer les opportunités d'expansion principalement sur le marché africain", souligne le directeur du salon, Nadir Filali, cité dans le communiqué.

Quotidien economique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

UN NOUVEAU SYSTÈME INTÉGRÉ DÉPLOYÉ DÈS CETTE ANNÉE

Pour une gestion efficiente des finances publiques

Des réformes profondes sont engagées par l'Etat dans le domaine des finances. Une opération visant au renforcement de la discipline budgétaire, à l'optimisation de l'allocation des ressources publiques et à l'amélioration de l'efficacité des services fournis par l'Etat.

Par Sirine R

En effet, un nouveau système intégré de gestion budgétaire (SIGB) sera déployé dès cette année, a annoncé le ministre des Finances, Laaziz Faïd, en mettant l'accent sur l'importance "cruciale" que revêt la transformation numérique, actuellement en cours dans le secteur des finances.

«Je reconnais pleinement l'impératif crucial de l'intégration des technologies innovantes, notamment de l'intelligence artificielle et de la numérisation dans la gestion efficiente des finances publiques et dans le maintien d'une économie moderne et compétitive», a-t-il indiqué, lors d'une rencontre sur le programme algéro-européen d'appui à la gestion des finances publiques et à la mobilisation des ressources domestiques en Algérie (PAGFAL) entre l'Algérie et l'Union européenne (UE). Il a expliqué que cette réforme vise également à améliorer le climat des affaires et à stimuler l'entrepreneuriat et élargir l'assiette fiscale.

Ces réformes sont sous-tendues par la promulgation en 2018 de la loi organique relative aux lois de finances, ayant donné lieu à un arsenal législatif important touchant l'investissement, la comptabilité des marchés publics et le secteur bancaire. C'est pour cela, a-

t-il précisé, «que la mise en œuvre de cette réforme des finances publiques, encadrée notamment par la loi organique n 18-15 relative aux lois de finances a été accompagnée et appuyée d'une transformation numérique à travers la mise en place d'un système d'information adéquat qui soit fort, performant et conforme». Mettant en avant la volonté des pouvoirs publics de concrétiser la transformation numérique du secteur, Faïd a noté à ce propos que le SIGB a été défini, soulignant qu'il s'agit d'un outil «central dans l'écosystème du système d'information de gestion des finances publiques, car il couvre une grande partie de la dorsale budget-comptabilité». Evoquant, le programme PAGFAL, lancé en 2023 avec un financement de l'ordre de 12 millions d'euros assurés par l'UE, M. Faïd a précisé qu'il tend essentiellement à améliorer les capacités du ministère dans la conduite des réformes, améliorer la qualité de la dépense publique en renforçant la planification et l'évaluation des dépenses et à renforcer la mobilisation des ressources intérieures en élargissant l'assiette fiscale et en luttant contre la fraude fiscale. Parmi les objectifs visés, le renforcement de la mobilisation des ressources intérieures à travers l'élargissement de l'assiette fiscale en luttant contre la fraude fiscale et en amélio-

rant la collecte des recettes fiscales, a-t-il ajouté. Cette rencontre consacrée à faire un point d'étape sur le programme mis en œuvre par l'agence Expertise France, s'est déroulée en présence du Chef de la délégation de l'UE en Algérie, Thomas Eckert. Pour sa part, la directrice nationale du programme, Samia Alloun, a insisté sur la place centrale qu'occupe l'accompagnement de la partie algérienne en matière de numérisation dans le cadre du PAGFAL. Elle a fait savoir que le déploiement progressif du SIGB, qui permet l'exécution d'un budget ainsi que la tenue de la comptabilité budgétaire et générale en droits et obligations constatés, «débutera en 2024, avec pour objectif à terme, un déploiement généralisé à toute l'administration». Dans un premier temps, ce système sera opérationnel au niveau du ministère des Finances, avant d'être déployé à ceux de l'éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique, de l'Agriculture, et des Travaux publics, a-t-elle expliqué. Outre l'amélioration de la rapidité et la précision des transactions financières, ce système permettra, souligne Mme Alloun, «d'augmenter la sécurité des données financières garantissant une protection maximale contre les menaces de plus en plus sophistiquées».

RÉALISATION D'UNE STATION DE TRAITEMENT DES EAUX USÉES À ADRAR

Un projet multidimensionnel, selon Derbal

Le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal a affirmé, lundi depuis Adrar, que le projet de réalisation d'une station de traitement des eaux usées dans les communes d'Adrar et de Timi portait des dimensions environnementales, sanitaires, économiques et sociales. Lors d'une visite d'inspection dans la wilaya d'Adrar, M. Der-

bal a inspecté des projets relevant de l'Office national de l'assainissement (ONA) y compris un chantier de réalisation d'une station de traitement des eaux usées sur une superficie de 7 hectares par une entreprise de réalisation nationale pour une enveloppe dépassant les 2,4 mds da, et dont le taux d'avancement des travaux a atteint un ni-

veau très avancé. M. Derbal a aussi inspecté un projet de réalisation d'un exécutoire de transfert hors des ksour de Koussam et Bouzane dans la commune de Timi, réalisé par l'ONA d'Adrar. A ce propos, le ministre a mis en avant le défi relevé par une entreprise nationale pour la réalisation de ce projet important, appelant à la nécessité

d'accorder un intérêt particulier à la formation en la matière, tout en insistant sur l'importance de voir les compétences algériennes ayant contribué à sa réalisation rejoindre l'ONA pour gérer la station après son entrée en exploitation, dans l'objectif de bénéficier de leur expérience en la matière.

FONCIER ÉCONOMIQUE

Les bénéficiaires invités à enregistrer leurs projets auprès de l'AAPI

L'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) a invité, dans un communiqué, les porteurs de projets et les investisseurs ayant obtenu des décisions provisoires d'octroi de foncier économique relevant du domaine privé de l'Etat destiné à la réalisation de projets d'investissement, à enregistrer leurs projets auprès de ses guichets uniques décentralisés. L'Agence a précisé que «les porteurs de projets et les investisseurs ayant obtenu des décisions provisoires d'octroi de foncier économique relevant du domaine privé de l'Etat destiné à la réalisation de projets d'investissement sont invités à enregistrer leurs projets auprès des guichets uniques décentralisés pour les projets dont le montant est inférieur à deux (2) milliards de DA et auprès du guichet unique des grands projets et des investissements étrangers pour les projets impliquant des étrangers ou dont le montant est supérieur à deux (2) milliards de DA».

Selon les explications de l'AAPI, «tout porteur de projet ayant obtenu une décision provisoire d'octroi de foncier économique est invité, durant le délai légal de recours (un mois), à compléter les formalités pour l'obtention de la décision définitive et l'acte de concession, et ce, par l'enregistrement de son projet auprès des guichets uniques de l'Agence». Le dépôt des demandes d'octroi de foncier économique s'effectue exclusivement via la plateforme numérique de l'investisseur et leur traitement s'effectue, de façon numérique, par le biais de la grille d'évaluation des projets, prévue à l'article 7 du décret exécutif 23-487 du 28 décembre 2023 fixant les conditions et les modalités de concession, a précisé l'Agence, soulignant que le foncier économique est accordé au postulant qui obtient le meilleur score sur un total de 1000 points. L'AAPI prévient qu'une fois le projet retenu, aucun élément sur la base duquel le score a été attribué ne peut être modifié et que

toute fausse déclaration entraîne des conséquences juridiques. Depuis l'introduction du traitement des demandes de foncier économique via la plateforme numérique de l'investisseur, le 8 février 2024, l'Agence a délivré 248 décisions provisoires d'octroi de foncier, dont 63 seulement sont devenues définitives, selon la même source, qui a précisé que huit (8) porteurs de projets ayant obtenu des décisions provisoires s'étaient désistés. La non obtention du meilleur score par un postulant ne signifie pas un refus, car en cas de désistement ou d'annulation d'une décision provisoire d'octroi pour fausse déclaration, c'est le postulant suivant sur la liste des scores qui est retenu. Par ailleurs, l'AAPI s'engage à proposer régulièrement d'autres assiettes foncières selon la disponibilité dans le cadre de l'accompagnement des projets bénéfiques pour l'économie nationale, selon les priorités définies par l'Etat en matière d'investissement, a conclu le communiqué.

LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DES ENFANTS

D'importantes mesures prises par l'Algérie

Synthèse R.E.

L'Algérie a pris d'importantes mesures pour lutter contre le travail des enfants, à travers, notamment, la mise en place d'un arsenal juridique solide, et ce dans le cadre des programmes de protection et de promotion de l'enfance, a affirmé le sous-directeur de contrôle et des conditions de travail à l'Inspection générale du travail, Lyes Rahmani.

Dans une déclaration à l'APS à la veille de la Journée mondiale contre le travail des enfants, coïncidant avec le 12 juin de chaque année, M. Rahmani a rappelé «la mise en place par l'Algérie de textes juridiques et de plusieurs mesures et procédures institutionnelles en matière de prévention et de lutte contre le travail des enfants, et ce, dans le cadre des programmes nationaux de protection et de promotion de l'enfance». Mettant en avant le rôle de la Commission nationale sectorielle de prévention et de lutte contre le travail des enfants auprès du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, dans le cadre de la coordination des efforts entre les différents acteurs, l'intervenant a souligné que «cette commission, composée de représentants de ministères et d'instances nationales, est chargée d'élaborer une stratégie de prévention et de lutte contre le travail des enfants et de proposer des mesures via un plan annuel applicable au niveau national». Rahmani a également rappelé le rôle du comité de coordination permanent au sein de l'Organe national de la protection et de la promotion de l'enfance (ONPPE), qui «regroupe des représentants de différents secteurs et de la société civile et contribue à renforcer la coordination entre les parties prenantes pour concrétiser les mesures et les procédures ayant trait aux domaines d'accompagnement et de protection des droits de l'enfance».

Dans le même sillage, le responsable a souligné «l'attention que l'Algérie accorde à l'enfance et les efforts déployés dans le domaine de la protection, du renforcement et de la promotion des droits de l'enfant», indiquant que l'Algérie est «l'un des pays leaders» dans ce domaine, ayant «ratifié les conventions internationales relatives à l'enfance, notamment la Convention internationale sur l'âge minimum d'admission au travail, la Convention internationale sur les droits de l'enfant et la Charte africaine sur les droits et le bien-être de l'enfant». Le même responsable a également évoqué les activités des services de l'inspection du travail qui veillent, a-t-il dit, «au respect des lois du travail, notamment celles relatives à la lutte contre le travail des enfants», ayant effectué au cours des cinq premiers mois (janvier-mai) de l'année en cours des visites de terrain dans environ 28.900 établissements. Rahmani a affirmé que les résultats de ces visites ont montré que «le travail des enfants de moins de 16 ans est quasi inexistant», témoignant, ainsi, de l'engagement continu de notre pays en matière de protection et de promotion de l'enfance.

TRANSPORT URBAIN
À ALGERLancement du centre
d'appel de l'Etusa

L'Etablissement public de transport urbain et suburbain d'Alger (Etusa), a annoncé lundi dans un communiqué, le lancement de son centre d'appel, afin de prendre en charge ses clients à distance. "Call Center Etusa" est mis en service pour la réception des appels relatifs aux demandes de renseignements et orientations au profit des voyageurs, ainsi qu'aux différents services de l'Etusa, selon la même source. "Une équipe de jeune formés est disponible 7/7 jours de 07h00 jusqu'à 20h00 pour la réception des appels téléphonique au numéro 0770101068", précise la même source.

Les devises
émergentes souffrent
face au dollar

Plusieurs devises émergentes ont été malmenées lundi par le dollar, fragilisées par la fermeté de la Fed (banque centrale américaine) mais aussi par le vent d'incertitude que fait souffler une série de scrutins de par le monde. Le billet vert est monté au plus haut depuis 17 mois face au réal brésilien et de 14 mois face au peso mexicain. Il a aussi franchi, pour la première fois, le seuil symbolique des 900 pesos argentin pour un dollar. Les devises émergentes sont encore plus mal positionnées que l'euro car "beaucoup d'entre elles servent au « carry trade »", souligne Christopher Vecchio. Le comité de politique monétaire de la Fed doit se réunir mardi et mercredi. Les opérateurs s'attendent à ce que ses membres laissent le principal taux directeur inchangé à l'issue de ce rassemblement.

IN SALAH

Hammad inaugure une salle
omnisports de 500 places

Le ministre de la jeunesse et des sports, Abderrahmane Hammad, a inauguré lundi, une salle omnisports d'une capacité de 500 places dans la wilaya d'In Salah. Cette nouvelle installation sportive permettra aux jeunes de la région la pratique de diverses activités sportives individuelles et collectives et d'accueillir des manifestations et compétitions sportives de la wilaya. Trois (3) nouvelles opérations inscrites au titre du plan d'action du secteur (2024) ont été retenues pour renforcer les infrastructures sportives dans cette wilaya du sud du pays, a déclaré le ministre au terme d'une visite de travail lundi dans la wilaya d'In Salah. Il s'agit notamment de la réalisation de deux nouvelles salles omnisports, et une auberge de jeunes d'une capacité de 50 lits. S'agissant des colonies de va-

cances, M. Hammad a annoncé un quota de 750 places destiné aux des enfants de la wilaya d'In Salah, qui profiteront des séjours dans les wilayas côtières et qui y seront transportés, via des vols réguliers, en application des directives du président de la république, M. Abdelmadjid Tebboune, concernant la prise en charge des enfants des wilayas du sud du pays pendant les vacances d'été. Le départ d'un premier groupe composé de 130 enfants vers la plage de Sidi Fredj (Alger) est prévu le 24 juin prochain, a-t-il dit. Le ministre de la jeunesse et des sports a, à cette occasion, fait part du lancement d'une plateforme numérique dédiée à la gestion des colonies de vacances, parmi une vingtaine de plateformes numériques créées par le secteur au niveau national, dans le cadre des efforts de la transition numérique.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Valeur	Ouv	Clôture	Var %	Cap.flottante
ALLIANCE ASSURANCES	430,00	430,00	0,00	1 241 503 310
BIOPHARM	2300,00	2305,00	0,22	11 766 806 025
EGH EL AURASSI	450,00	450,00	0,00	540 000 000,00
SAIDAL	499,00	499,00	0,00	998 000 000

PERMANENCE DURANT LES JOURS DE L'AID EL-ADHA

4.686 commerçants
réquisitionnés à Alger

La wilaya d'Alger a mis en place un plan prévoyant une série de mesures pour garantir les différents services durant les jours de l'Aid El-Adha, ont indiqué, lundi, des responsables de directions de wilaya. Lors d'une conférence de presse sur les mesures prises à l'occasion de l'Aid El-Adha, animée au siège de la wilaya, l'inspecteur principal de la répression de la fraude à la Direction du commerce de la wilaya d'Alger, Gheribi Sofiane a fait état de "la réquisition de 4.686 commerçants pour assurer la permanence durant les jours de l'Aid El-Adha et garantir l'approvisionnement continu en denrées alimentaires". Il s'agit, selon le même responsable, d'une liste de "594 boulangeries, de 1.925 commerçants en alimentation générale et fruits et légumes, de six (6) laiteries et de huit (8) minoteries pour assurer la disponibilité du pain et du lait",

ainsi que la mobilisation de "153 agents de contrôle durant les jours de l'Aid El-Adha pour s'assurer du respect par les commerçants du système de permanence". Afin de garantir l'alimentation en eau durant l'Aid El-Adha, un plan spécial a été mis en place, selon le directeur des ressources en eaux de la wilaya d'Alger, Kamel Boukricha qui a précisé qu'en coordination avec "SEAAL", il sera procédé à une reprogrammation de la distribution de l'eau pour répondre aux besoins croissants des citoyens lors de cette occasion.

Les services agricoles de la wilaya d'Alger ont, eux aussi, pris une série de mesures pour assurer le contrôle sanitaire des moutons, dont "la mobilisation de 57 vétérinaires, répartis sur 112 points consacrés à la vente de bétail à travers le territoire de wilaya", a affirmé le directeur de ces services, Moussaoui Mehdi. La Direc-

tion des transports a, pour sa part, mis en place un dispositif exceptionnel pour les déplacements des citoyens. D'après le représentant de la direction, Amrane Hocine, "189 bus de transport urbain et suburbain seront mobilisés", ajoutant que le transport sera assuré à travers 183 lignes lors du premier jour de l'Aid, ainsi que 315 bus mobilisés pour les deux jours suivants", outre la garantie de la continuité des services du tramway et du métro, en sus des transporteurs privés. S'exprimant à cette occasion, le représentant de l'entreprise de nettoyage "Netcom", Kadri Nacer a fait état de la mobilisation de "1.130 agents et de 171 camions de collecte". De son côté, le directeur du département technique de l'entreprise "Extranet", Mohamed Koubi a souligné que "5.500 agents et 208 camions seront mobilisés" durant les jours de l'Aid.

BOUIRA

Installation de huit bornes de recharge
pour véhicules électriques

L'Etat visant à aller vers la transition énergétique, ce projet a porté sur la réalisation et la mise en service en premier lieu de 5 bornes de recharge pour véhicules électriques répartis sur quelques communes de la wilaya comme Bouira, Bechloul, Ain Bessam et Raouraoua ainsi que Bir Ghbalou, selon le directeur de distribution, M. Khaled Messaoudi. "Les cinq premières bornes ou stations de recharge électrique ont déjà été installées et mises en services depuis le 15 mai dernier, dont deux à Bechloul au niveau de l'autoroute (Est-ouest)", a précisé M. Messaoudi. Les trois restantes seront bientôt mises en services à Bouira, Raouraoua et Bechloul, selon les détails fournis par le même responsable.

"Un montant global de l'ordre de 57,4 millions de dinars a été alloué à cet important projet", a relevé le directeur de distribution. Ce projet a pour objectif de "généraliser les stations de recharge électrique à travers la wilaya dans le cadre des différents programmes visant à réduire l'utilisation des énergies fossiles et par conséquent baisser le niveau de la pollution dans l'air et lutter contre le réchauffement climatique", a souligné M. Messaoudi. Le programme d'installation des bornes de recharge des véhicules électriques, confié au Groupe Sonelgaz, tend à consolider et à développer la transition énergétique et à promouvoir l'utilisation des véhicules électriques sur le marché national.

Mercuriale

وزارة التجارة وتربية الصادات
MINISTERE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 11 جوان 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 11 Juin 2024

Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ¹			
DA / Kg		دج / كغ			
Produits	معدل	أعلى	أدنى	المنتجات	
	Moyenne	Maximum	Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	78	85	70	البطاطا
	Tomate	86	98	74	الطماطم
	Oignon sec	70	79	61	البصل الجاف
	Ail sec	401	458	345	الثوم الجاف
	Ail vert	114	129	99	الثوم الأخضر
	Carotte	70	79	61	الجزر
	Navet	130	142	119	لفت
	Poivron	136	149	124	الفلفل الاخضر
	Piment	159	178	140	الفلفل الحار
	Courgette	97	108	86	الكوسة
	Haricot vert	212	229	195	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	135	149	120	الخس
Fruits frais	Pomme locale	452	575	330	التفاح المحلي
	Datte	546	673	419	التمر
	Melon	126	143	109	البطيخ الاسفر
	Pastèque	89	101	78	البطيخ الاحمر
	Banane	328	344	312	الموز
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1698	1841	1556	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	335	347	322	الدجاج
	Œufs (Unité)	16	17	15	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	95	101	89	حليب البقر (لتر)
				المنتجات ذات الأصل الحيواني	

SAISON ESTIVALE 2024

Des offres «spéciales» pour la diaspora

L'Algérie a été classée 150e destination touristique mondiale en 2022, selon le cabinet espagnol Bloom Consulting. Les pouvoirs publics veulent redresser la barre semble et se disent déterminés à vouloir développer ce secteur, même s'ils partent de loin. La politique adoptée semble réussir, car selon les propos de M Didouche Mokhtar ministre du Tourisme et de l'Artisanat, le nombre de touristes ayant visité l'Algérie durant le premier trimestre 2024.

Par Réda Hadi

Tout est fait pour réhabiliter ce secteur. La dernière initiative en date, concerne une action spéciale pour la saison estivale 2024 visant à promouvoir la destination touristique Algérie en proposant des offres aux familles algériennes, aux membres de la communauté nationale établie à l'étranger et même aux étrangers, à des prix compétitifs. L'initiative a été lancée à travers un accord de coopération signé par le président du CREA, la directrice générale DG de l'Office national du tourisme ONT, le DG de l'Office national algérien du tourisme ONAT, le PDG du Groupe Hôtellerie, Tourisme et Thermalisme "HTT", et le PDG de la Société d'investissement hôtelière SIH, Ismail Chaalal, et le Secrétaire général SG de la Fédération nationale de l'hôtellerie et du tourisme. Tous ont convenu que le tourisme redémarre et d'une manière conséquente. En effet, les chiffres sont éloquentes : en 2023, près de 3,3 millions de touristes ont visité l'Algérie, dont 2,2 millions d'étrangers. Un bond significatif puisqu'au premier trimestre 2024 seulement, 800.000 visiteurs étran-

gers ont déjà foulé le sol algérien. Une dynamique que le ministère en charge du secteur vise à amplifier, avec l'ambition d'accueillir pas moins de 12 millions de touristes étrangers à l'horizon 2030.

Investissements dans les capacités d'accueil

«Destination Algérie» l'ambitieux programme élaboré par le ministère du tourisme, est à notre portée, soulignent des spécialistes, qui ajoutent que les recettes liées au tourisme ont atteint des sommets, avec 1,6 milliard de dollars engrangés en 2023. Un résultat encourageant qui reflète la nouvelle dynamique du secteur, portée par une affluence record de 3,3 millions de touristes étrangers l'an dernier. Parmi eux, pas moins de 1,1 million étaient des membres de la communauté algérienne à l'étranger. D'où l'importance de cette dernière initiative. La saison en cours confirme d'ailleurs cette tendance haussière, à en croire le ministre du Tourisme qui estime que la fréquentation est en nette progression, notamment par les touristes étrangers, grâce notamment à l'instauration du

visa à l'arrivée depuis janvier 2023.

Pour accompagner cette nouvelle donne, d'importants investissements sont consentis afin d'augmenter les capacités d'hébergement. Il est fait ainsi état de plus de 2.200 projets touristiques adoptés, dont 800 en cours de réalisation. Un rythme soutenu, avec la réception de 50 à 60 nouveaux projets par an, soit 6.000 lits supplémentaires.

Des retombées significatives pour l'économie

Selon les projections, le tourisme devrait représenter de 5 à 7% du PIB national dans les années à venir, contre seulement 2% actuellement. Un bond en avant considérable pour cette manne économique que le gouvernement compte bien valoriser. Dans cette optique, l'Office national du tourisme (ONT) joue un rôle moteur pour promouvoir la «Destination Algérie» sur les marchés intérieurs et internationaux. Le sujet est si important que le président de la République, lors d'un dernier Conseil des ministres, a mis l'accent sur la compétitivité, à travers la révision des prix des établisse-

ments hôteliers, la réhabilitation du tourisme local et la promotion des prestations, afin de mieux répondre aux attentes des familles algériennes, pour réussir la relance de ce secteur vital. Il faut rappeler que l'activité touristique ne crée chez nous, selon les statistiques, que 10% des emplois, ce qui est dérisoire pour un secteur considéré comme fer de lance de l'économie de certains pays. Pour atteindre leurs objectifs les pouvoirs publics, ciblent en priorité les marchés européens tels que l'Italie, la France, le Portugal, l'Allemagne ou la Suisse. Mais le portefeuille de clients se veut aussi plus lointain, avec la Chine et la Russie dans le viseur. Une ouverture déjà soutenue par la diplomatie, à l'image de la visite du président Tebboune à Moscou qui a permis de nouer des liens entre tours opérateurs algériens et russes. L'Algérie, est riche de sa diversité, et fier de cet héritage naturel et culturel riche, le ministère entend mettre en lumière via un marketing ciblé et une offre haut de gamme dédiée à une clientèle internationale exigeante.

AÏD EL ADHA

L'UGCAA appelle au strict respect de la permanence

L'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA) a appelé, dans un communiqué mardi, les opérateurs économiques concernés par le système de permanence durant les jours de l'Aïd El Adha, au strict respect de la permanence et à la garantie de la disponibilité des marchandises et services à des prix raisonnables, en cette occasion et pendant les vacances d'été. Dans son communiqué, l'UGCAA a souligné que tous les commerçants et opérateurs économiques concernés par le système de permanence sont appelés à concourir à la stabilité du marché et à la garantie de toutes les marchandises et services durant les jours de l'Aïd El Adha et les vacances d'été, affirmant sa disponibilité à les accompagner et à réunir toutes les conditions nécessaires. L'Union a rappelé, dans ce sens, la nécessaire reprise de l'activité commerciale, le retour immédiat au travail après la fête de l'Aïd El Adha avec l'ouverture des commerces. Elle a, en outre, invité les commerçants et artisans non concernés par le système de permanence "à assurer le devoir de service public, à faire du volontariat et à travailler en ouvrant leurs commerces durant la fête de l'Aïd, par solidarité et en guise de contribution à la stabilité du marché et à son approvisionnement en marchandises à des prix raisonnables". L'Aïd El Adha coïncidant avec le week-end, l'Union a incité les commerçants à s'approvisionner en quantités suffisantes de marchandises pour bien assurer la permanence et éviter d'éventuelles perturbations. A cet effet, le communiqué a indiqué que les marchés de gros concernés par le système de permanence demeureront ouverts, affirmant la mobilisation de tous les bureaux de l'UGCAA pour accompagner les commerçants et opérateurs, en coordination avec les directions du commerce et de la promotion des exportations au niveau national. L'Union a par ailleurs appelé les agriculteurs et les producteurs à travailler et à assurer un service minimum pour approvisionner les commerçants en marchandises nécessaires durant ces jours.

AÏD EL-ADHA

Plus de 2500 vétérinaires mobilisés

Par Mourad A.

Célébrer l'Aïd El-Adha dans des conditions optimales d'hygiène et de sécurité sanitaire pour le cheptel ainsi que pour les consommateurs constitue l'objectif principal des campagnes de sensibilisation menées chaque année par le ministère de l'Agriculture. Leila Ramdani, sous-directrice chargée de la santé animale au ministère, a affirmé que plus de 2500 vétérinaires sont mobilisés pour garantir le suivi sanitaire du cheptel durant le transport, la vente et le sacrifice. Ces mesures visent à prévenir toute contamination et à assurer une fête sereine pour tous les citoyens. S'exprimant sur les ondes de la radio nationale «chaîne I», Leila Ramdani a indiqué que le nombre d'abattoirs assurant la permanence sera suffisant, rappelant que l'année dernière, plus de 360 abattoirs étaient ouverts durant les jours de l'Aïd. Elle a également souligné que des équipes de vétérinaires effectueront des patrouilles

dans les quartiers pour vérifier, contrôler et donner des conseils. Concernant les campagnes de sensibilisation, la responsable a expliqué que ces opérations sont lancées dès la fin de l'Aïd El-Fitr. Les services vétérinaires de chaque wilaya fixent les points de vente en collaboration avec les services des APC (Assemblées Populaires Communales) et sensibilisent les agriculteurs sur la sécurité sanitaire du cheptel en matière d'alimentation et de transport. De plus, le ministère de l'Agriculture instruit les walis de décréter des points de vente officiels et d'accentuer les opérations de contrôle. Il est à noter que les vétérinaires privés et les imams sont impliqués dans les campagnes de sensibilisation et de contrôle. Leur implication est cruciale pour garantir que les pratiques respectent les normes sanitaires et religieuses, assurant ainsi la santé et la sécurité de la population. Dans le cadre des campagnes de sensibilisation, les citoyens sont invités à participer à l'opération de collecte des peaux de mou-

tons dans le but de valoriser cette matière première, qui contribue au développement de la filière des industries du cuir. À ce propos, Fatima Zahra Bouguerra, sous-directrice des industries de transformation au ministère de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, a rappelé lors d'une conférence de presse organisée lundi à Alger par l'Organisation algérienne du commerce et de l'investissement social (OACIS), en coordination avec le ministère de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, que des conventions ont été signées entre les centres d'enfouissement technique (CET) et le Groupe Textiles et Cuirs (GETEX) pour la préservation de cette matière première. Elle a précisé que les CET sont chargés de collecter et de saler les peaux avant de les transporter jusqu'aux unités de GETEX. La responsable a fait savoir que plus d'un million de peaux (ovines et bovines) ont été collectées l'année dernière, dont seulement 240 000 étaient récupérables, soit 21%. Elle a insisté sur l'importance d'augmenter ce

taux, soulignant que l'amélioration de ces pratiques pourrait significativement renforcer la filière du cuir et réduire le gaspillage de ressources précieuses. Enfin, il convient de rappeler que le ministère de l'Agriculture travaille en étroite collaboration avec d'autres institutions pour coordonner ces efforts et veiller à ce que l'Aïd El-Adha se déroule dans les meilleures conditions possibles, en mettant l'accent sur la santé publique et le bien-être animal. Les citoyens sont invités à effectuer leurs achats de cheptel uniquement dans des points de vente agréés pour garantir la qualité et la santé des animaux. Il est également recommandé de réaliser les opérations du sacrifice, de préférence, au sein des abattoirs officiels pour assurer des conditions d'hygiène optimales et le respect des normes sanitaires. Pour le bien-être des animaux, il est conseillé de ne pas nourrir le cheptel la veille du sacrifice, ce qui facilite le processus de sacrifice et garantit une meilleure qualité de la viande.

TIZI-OUZOU

Une production prévisionnelle de plus de 200.000 qx de céréales

Une production prévisionnelle de plus de 200.000 qx de céréales est attendue cette année dans la wilaya de Tizi-Ouzou, a-t-on appris, lundi, auprès de la direction locale des services agricoles (DSA), à l'occasion du lancement à partir de la commune de Draâ Ben Khedda, de la campagne moisson-battage. La wilaya de Tizi-Ouzou s'attend à engranger, cette année, une récolte céréalière de plus de 200.000 Qx et pouvant atteindre les 250.000 qx, selon les services de la DSA qui ont calculé cette production sur la base d'un rendement allant de 25 à 30 Qx/ha et une superficie à récolter estimée à 8.368 ha. Le directeur des services agricoles, Djamel Sersoub, a indiqué, en marge du lancement de la campagne moisson-battage dont le coup d'envoi a été donné par le secrétaire général de wilaya, Miloud Felahi, que la récolte s'annonce prometteuse en raison des conditions climatiques favorables ayant marqué la saison, mais aussi grâce au soutien de l'Etat en faveur des agriculteurs. D'ailleurs, la superficie céréalière qui sera moissonnée est en hausse de 16 % par rapport aux objectifs fixés en début de saison, a observé M. Sersoub, expliquant que la récolte de céréales se fera cette année sur une superficie de 8.368 Ha, alors que l'objectif d'emblavement était de 7.200 ha.

WILAYAS DE L'EST

Excellente production de diverses variétés de céréales

Une "excellente" production de diverses variétés de céréales est prévue au titre de la campagne de moisson-battage de la saison agricole en cours 2023-2024 dans les wilayas de Constantine, Sétif et Batna, apprend-on, lundi des responsables locaux.

Constantine, le wali Abdelkhalek Sayouda qui a donné le coup d'envoi de la campagne de moisson dans les deux communes d'Ain Abid et d'Ain Smara a fait état d'une récolte prévisionnelle dépassant les deux millions de quintaux de diverses céréales au terme de cette saison qu'il a qualifiée de "réussie par excellence" à la faveur d'une pluviométrie de plus de 600 mm. De son côté, le directeur des services agricole, Djamel Benchama, a précisé dans les explications données à l'occasion qu'une superficie de plus de 91.500 hectares a été réservée à la céréaliculture, ajoutant que les facilités accordées par l'Etat au profit des agriculteurs dont la distribution gratuite des semences et fertilisants et les précipitations enregistrées sur la wilaya laisse augurer d'une saison agricole réussie et d'une récolte "abondante". Dans la wilaya de Sétif, le directeur du

secteur agricole, Mohamed Bouleftat, a précisé dans l'exposé fait au wali, Mustapha Limani lors du coup d'envoi officiel de la campagne de moisson-battage donné à la ferme privée Achouri Ali dans la commune d'Ain Azel, que la surface emblavée recensée par ses services a atteint 142.302 hectares consacrés aux blés dur et tendre, à l'orge, à l'avoine et au triticale. Les prévisions de production de cette superficie annoncent 1,45 millions quintaux dont 924.500 de blé dur, 121.500 de blé tendre, 364.000 d'orge, 37.500 d'avoine et 2.500 de triticale, a précisé le même responsable qui a estimé à 17.238 hectares la surface céréalière sinistrée cette saison du fait du stress hydrique, des précipitations de grêles et des incendies. A Batna, le coup de lancement de la campagne moisson-battage a été donnée à la ferme pilote Araar Mohamed de la mechta Mezouale dans la commune d'El

Madher avec des prévisions de production de près de 900.000 quintaux. Selon les données présentées à l'occasion au wali Mohamed Benmalek qui a présidé l'opération, la récolte de blé dur devra atteindre 352.513 quintaux, celle de blé tendre 86.657 quintaux et celle de l'orge 429.400 quintaux avec un rendement moyen à l'hectare de 14 quintaux pour ces trois variétés tandis que la récolte d'avoine avoisinera les 23.014 quintaux et le reste sera du triticale. Les moissons-battage sont menés sur environ 90.000 hectares du totale de la superficie emblavée estimée à 110.000 hectares, selon les explications. La direction des services agricoles prévoit, selon les mêmes données, la collecte de près de 500.000 quintaux qui seront répartis par les 14 points de stockage ouverts à travers la wilaya dont la capacité cumulée atteint 949.000 quintaux.

EL BAYADH

Une production céréalière de près de 61.000 quintaux attendue

Une production estimée à près de 61.000 quintaux de céréales, toutes variétés confondues, est attendue dans la wilaya d'El Bayadh, au terme de la campagne moisson-battage de cette année, a-t-on appris auprès de la direction locale des Services agricoles (DSA). Le service d'Organisation de la production et de l'appui technique, relevant de la même direction, a précisé que

la campagne moisson-battage, entamée officiellement lundi, à partir du périmètre agricole "Dhayet El Bagra", dans la commune de Brizina, devra cibler une superficie céréalière cumulée estimée à 3.500 hectares répartie sur plus de 400 exploitations agricoles dans différentes communes de la wilaya. Par variétés, il est attendu une production de plus de 32.000 quintaux (qx) de blé dur, 940

quintaux de blé tendre, plus de 26.000 qx d'orge et près de 1.500 qx d'avoine, a détaillé la même source. Par ailleurs, dans le but d'assurer la réussite de la campagne, la DSA a mis en œuvre, en coordination avec la Coopérative des céréales et légumes secs (CCLS) et les divers acteurs du secteur, une batterie de mesures, ayant porté sur la mobilisation de plus de 20 moissonneuses-

batteuses, la réquisition de trois dépôts pour la collecte de la production engrangée, implantés au siège de la CCLS, dans la commune chef-lieu de wilaya, et un autre au niveau de l'unité de stockage, située dans la commune de Bougtob, totalisant une capacité de stockage cumulée évaluée à 50.000 qx, auxquels s'ajoutent des dépôts de réserve, a-t-on fait savoir de même source.

TINDOUF

Plusieurs opérations pour renforcer les réseaux d'AEP et d'assainissement

La wilaya de Tindouf a bénéficié de plusieurs opérations de renforcement des réseaux d'alimentation en eau potable (AEP) et d'assainissement, au titre de l'exercice 2024, a-t-on appris lundi auprès de la direction locale des Ressources

en eau (DRE). Dotées d'un financement de plus de 4 milliards de DA, ces opérations s'inscrivent dans le cadre du programme complémentaire retenu au profit de la wilaya de Tindouf. Elles consistent notamment en la réalisation d'une station d'épura-

tion des eaux usées (STEP) d'une capacité de traitement de 43.200 m3 par jour à l'horizon 2025, en plus de l'augmentation de la capacité de production journalière de la station de déminéralisation des eaux située au chef-lieu de wilaya pour l'approvisionnement

des citoyens, en passant de 15.000 litres d'eau déminéralisée à 20.000 litres, a précisé le directeur du secteur, Abdenour Slimani. Et d'ajouter que l'Agence nationale des ressources hydrauliques (ANRH) a, pour sa part, entamé les procédures adminis-

tratives relatives à la réalisation de l'étude technique du projet visant à répondre à moyen et à long termes aux besoins des populations en eau potable, ainsi que les eaux utilisées à des fins industrielles par les différents projets implantés dans la région.

CAMPAGNE DE RÉPARATION DES FUITES D'EAU/TÉBESSA

Récupération de plus de 3.000 m³

La seconde campagne nationale de réparation des fuites d'eau et d'élimination des branchements illicites, initiée par l'unité de Tébessa de l'Algérienne des eaux (ADE), a permis au terme d'une semaine de récupérer à travers la wilaya 3.211 m3 d'eau, a révélé lundi la responsable de la cellule de communication de l'unité, Sana Chérifi. "Durant toute la semaine passée, il a été procédé à la ré-

paration de 154 points de fuite d'eau à travers plusieurs communes permettant ainsi la recouvrement d'une importante quantité d'eau potable qui servira désormais à renforcer l'approvisionnement de la population en cette ressource vitale ", a précisé Mme Chérifi. Menée dans le cadre de la mise en œuvre des directives de la direction générale de l'ADE, cette seconde campagne nationale a concerné les com-

munes de Tébessa, El Ouenza, Boukhedra, El Aouinet, Chréa, El Kouif et Bekkaria, a ajouté la même source qui a souligné que l'opération s'inscrit aussi dans le cadre du plan d'action de l'entreprise qui organise chaque année des campagnes de récupération des quantités d'eau qui se perdent à travers les rues et quartiers afin de préserver les capacités de production et améliorer le service public en la ma-

tière. Cette campagne a connu la participation de 15 unités de l'ADE et la mobilisation des moyens humains et matériels nécessaires. Depuis le début de l'année 2024, l'ADE Tébessa a réparé 1.568 fuites d'eau dont 926 sur les canalisations de distribution de l'eau potable, 578 au niveau des raccordements et 64 au niveau des canalisations de pompage, a encore précisé la même source.

CLIMAT, RESSOURCES, RISQUE NUCLÉAIRE, IA

Vers une polycrise mondiale ?

Changement climatique, épuisement des ressources, armes extrêmes, IA, etc. : Richard Heinberg se penche sur les différentes menaces qui composent la convergence sans précédent des risques qui nous conduisent à une polycrise mondiale. Sans trouver de réponses faciles, il en vient à la conclusion que la survie collective de l'humanité exigera que nous mettions de côté notre orgueil et que nous nous accommodions des limites environnementales et sociales.

1^{ère} partie

Le philosophe chinois Sun Tzu a écrit qu'en matière de guerre, il est essentiel de connaître tant son ennemi que soi-même. Aujourd'hui, l'humanité a des « ennemis », dont le changement climatique et les armes nucléaires, qui sont à même de détruire la civilisation et des pans entiers des écosystèmes planétaires. Jusqu'à présent, nous ne parvenons pas à vaincre ces ennemis, que nous avons nous-mêmes créés. En effet, de nouveaux risques existentiels encore plus importants apparaissent, notamment la disparition de la nature sauvage et la prolifération de produits chimiques toxiques qui nuisent à la santé génésique des êtres humains et d'autres créatures. Il y a tant de menaces nouvelles et graves qui apparaissent, et à une telle allure, qu'un mot s'est imposé pour décrire cette convergence de risques inédite : la polycrise. Notre incapacité collective à renverser la vague croissante de risques témoigne de notre manque de discernement : nous ne connaissons pas nos ennemis ; en outre, nous ne nous connaissons manifestement pas nous-mêmes, car si c'était le cas, nous ne continuerions pas à générer de tels problèmes. Les êtres humains ont toujours été confrontés à des défis. Mais ce qui se passe aujourd'hui entraîne des conséquences d'une autre ampleur. Si nous ne changeons pas la trajectoire et le rythme des événements, les systèmes mondiaux dont dépend l'existence de l'humanité finiront par s'effondrer, et la civilisation avec eux. Il est crucial que nous prenions du recul par rapport à ce que nous faisons et que nous fassions preuve de lucidité vis-à-vis de la polycrise. Pour cela il nous faut répondre à trois questions : À quel éventail de risques faisons-nous face ? Pourquoi ne parvenons-nous pas à gérer ou à réduire ces risques ? Et enfin, puisque ces risques sont générés par l'homme, pourquoi créons-nous autant de menaces pour notre propre avenir ?

L'éventail des risques de la polycrise

Voici les ennemis existentiels auxquels nous sommes confrontés : Le changement climatique. Les gaz à effet de serre, produits par les activités humaines, principalement la combustion de combustibles fossiles, font grimper les températures et déstabilisent les régimes climatiques. Le réchauffement rapide du climat aura des conséquences désastreuses sur la production alimentaire mondiale, rendra de nombreux endroits inhabitables et fera monter le niveau des océans, ce qui risque fort de submerger les villes côtières où vivent aujourd'hui des centaines de millions de gens. Malgré des décennies de conférences internationales et des engagements à réduire les émissions de gaz à

effet de serre, les quantités de CO₂ qui se répandent dans l'atmosphère au niveau mondial augmentent toujours au lieu de diminuer. La solution essentielle préconisée est une conversion énergétique mondiale pour passer des combustibles fossiles à des sources renouvelables telles que le vent et le soleil. Cependant, le rythme actuel de cette transition est trop lent pour empêcher des effets catastrophiques sur le climat, tandis que le déploiement à grande échelle de ces sources pour fournir la totalité de l'énergie nécessaire aux niveaux d'utilisation actuels nécessiterait une augmentation massive de l'extraction d'un large spectre de minerais. La disparition de la nature sauvage. Bien qu'il soit techniquement difficile de connaître avec précision l'état des populations de chacune des millions d'espèces distinctes, il est clair que la biomasse totale des animaux sauvages diminue et que les niveaux d'extinction augmentent. On estime que la biomasse des insectes diminue de 1 à 2 % chaque année et que par ailleurs, en ce qui concerne la biomasse des vertébrés terrestres sauvages, elle ne constitue plus qu'un infime pourcentage en comparaison de celle des humains et des animaux domestiqués. Les perturbations de l'habitat sont l'une des causes principales de ces évolutions : à mesure que les zones urbaines s'étendent, que les forêts sont abattues et que l'agriculture industrielle se développe, la faune et la flore sauvages sont contraintes à la marginalité. Or, sans la nature sauvage, l'humanité ne peut subsister. Les produits chimiques toxiques. Une autre cause de la disparition de la nature sauvage tient à la dispersion sur de grandes distances de produits chimiques toxiques issus des processus industriels. Des recherches récentes montrent que des classes entières de produits chimiques perturbent la reproduction chez les humains et d'autres espèces animales. Une méta-étude récente estime que, parmi les hommes de tous les continents, le nombre moyen de spermatozoïdes a diminué de plus de la moitié entre 1973 et 2018, et que l'exposition aux produits chimiques en était la cause la plus probable. L'étude a également révélé que le rythme de diminution, qui est actuellement d'environ 2 % par an, est en augmentation. Si cette tendance devait se confirmer, elle entraînerait une stérilité masculine quasi universelle d'ici 2060 environ. La santé génésique des femmes est également affectée. Le mauvais état des océans de la planète. Les océans constituent la base de l'écosystème mondial. Cependant, l'augmentation des niveaux de CO₂ dans l'atmosphère entraîne une acidification des océans, une hausse des températures océaniques et une baisse des niveaux d'oxygène dans l'eau des océans. Les récifs coralliens de la planète sont en difficulté. Le courant de l'Atlantique Nord,

qui confère à l'Europe un climat modéré, est en train de s'arrêter en raison du changement climatique. Les « zones mortes » dues au ruissellement des engrais s'étendent. Enfin, la surpêche entraîne le déclin de nombreuses espèces halieutiques importantes. De façon générale, les océans et la vie qu'ils abritent sont perturbés à un degré jamais atteint auparavant lors des époques géologiques antérieures. L'épuisement des ressources. Les ressources renouvelables telles que l'eau douce, les sols, les poissons et les forêts sont dans de nombreux cas récoltées ou dégradées beaucoup plus rapidement qu'elles ne peuvent se régénérer. Les ressources non renouvelables, telles que les combustibles fossiles et les minerais (y compris les minerais nécessaires à la transition vers les énergies renouvelables) s'épuisent et sont utilisées d'une manière qui rendra leur recyclage difficile, voire impossible. Pour certains minerais, l'exploitation pourrait durer des siècles si elle se poursuit au rythme actuel, mais pour beaucoup d'entre eux (notamment le sable utilisé dans la fabrication du béton et des semi-conducteurs), l'approvisionnement devient déjà problématique. Dans le même temps, l'épuisement en cours des combustibles fossiles pourrait entraîner des pénuries d'énergie invalidantes, à moins que des sources d'énergie alternatives ne soient développées à un rythme sans précédent. Tous ces éléments que nous venons de citer peuvent être considérés comme des risques « environnementaux ». Mais nous assistons également à une hausse des problèmes sociaux associés à des risques existentiels. En voici trois : Les armes extrêmes. Les armes nucléaires n'ont été utilisées que deux fois en temps de guerre, car il est largement admis qu'une guerre nucléaire générale anéantirait la majeure partie de l'humanité. Mais si le monde devait entrer dans un conflit à cause des ressources qui s'amenuisent, il est possible que la menace d'une « destruction mutuelle assurée » ne soit plus un frein à leur utilisation. En outre, nous avons plus récemment ajouté de nouveaux types d'armes entraînant une mortalité massive : les armes biologiques, les armes chimiques, les armes robotisées et les armes à impulsions électromagnétiques ciblant les infrastructures essentielles. L'intelligence artificielle (IA). La plupart des analystes s'accordent à dire que l'IA risque fort d'entraîner un chômage généralisé, les machines intelligentes remplaçant les travailleurs. En outre, elle entraînera probablement une explosion de la désinformation, car les « deepfakes », que ce soit vidéos, textes et images rendent de plus en plus compliquée la détection des informations authentiques. Mais avec le développement de l'intelligence artificielle en général, qui pourrait intervenir dans quelques années, l'IA pourrait commencer à modifier le fon-

ctionnement de la société dans des proportions que les humains ne pourraient pas contrôler. Et de fait, de nombreux concepteurs de l'IA affirment que celle-ci constitue un risque essentiel pour l'humanité et la biosphère. Les inégalités. Si l'inégalité n'est pas en soi une menace existentielle pour la civilisation ou la nature, il a été démontré, dans des recherches historiques récentes, qu'elle génère une instabilité sociopolitique. Les inégalités économiques ont augmenté à l'échelle mondiale au cours des dernières décennies, en particulier dans les économies à croissance rapide. Ainsi, alors que justement, nous aurions besoin de cohésion sociale pour relever les défis environnementaux de la polycrise, nous nous retrouvons au contraire confrontés à une polarisation politique croissante et à une baisse de la confiance des populations dans les institutions.

Pourquoi ne parvenons-nous pas à réduire ou à gérer ces risques qui se multiplient ?

À mesure que les crises s'empilent les unes sur les autres, la société a de plus en plus de mal à faire face à chacune d'entre elles de manière adéquate. À elle seule, la lutte contre le changement climatique nécessitera le remplacement des infrastructures mondiales, ce qui coûtera plus de cent mille milliards de dollars. Mais il est difficile pour les décideurs politiques d'accorder suffisamment d'attention à l'atténuation du changement climatique et à l'adaptation à ses effets lorsqu'ils doivent également faire face à des guerres en Europe et au Moyen-Orient, à la pandémie de Covid, à la polarisation politique et à la menace récurrente d'une crise économique. Les ressources – et il ne s'agit pas seulement d'argent, mais aussi des compétences et de la disponibilité des dirigeants – sont extrêmement limitées. En outre, alors que la menace du changement climatique est sérieuse, le fait d'y consacrer davantage d'efforts empêche de consacrer des fonds et du temps à d'autres problèmes environnementaux tels que l'épuisement de l'eau douce et de la couche arable, ou la prolifération des produits chimiques toxiques. Pourtant, ces évolutions sont également susceptibles de mettre la civilisation à genoux. Il convient d'ajouter que les crises ont souvent des effets secondaires qui les rendent plus difficiles à résoudre. Le changement climatique engendre des flux croissants de réfugiés environnementaux, et absorber ces flux est source de problèmes politiques pour les pays d'accueil, compliquant ainsi la tâche de ces derniers lorsqu'il s'agit de trouver un consensus pour faire porter l'effort sur le ralentissement du changement climatique.

Source : Resilience, Richard Heinberg
Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

EMIRATS ARABES UNIS

L'opérateur
Yahsat
commande deux
satellites à Airbus

Le principal opérateur satellitaire des Emirats Arabes Unis, Yahsat, a commandé deux nouveaux satellites de télécommunications géostationnaires à Airbus, a annoncé lundi le constructeur européen, fragilisé face aux coûts et à la concurrence dans le spatial. Ces deux unités, Al Yah 4 et Al Yah 5, "permettront des communications gouvernementales sécurisées dans une large zone de couverture au Moyen-Orient, en Afrique, en Europe et en Asie" et viendront remplacer AY1 et AY2, basés sur une version précédente de la plateforme Eurostar construite par Airbus et lancés en 2011 et 2012, est-il indiqué dans un communiqué. Le montant du contrat, qui inclut aussi des éléments du segment-sol et deux plateformes Arrow pour de futurs déploiements en orbite basse, n'a pas été communiqué. Les satellites seront équipés de "charges utiles flexibles", qui peuvent être entièrement reconfigurées en orbite, "ce qui permet d'ajuster la zone de couverture, la capacité et la fréquence en vol pour s'adapter à l'évolution des besoins". Une technologie "novatrice de satellite flexible", selon Alain Fauré, directeur de SpaceSystems chez Airbus, cité dans le communiqué. Les satellites jumeaux auront une durée de vie de 15 ans et devraient être lancés en 2027 et 2028. Airbus les concevra et construira à partir de la plateforme Eurostar Neo. Le marché des satellites géostationnaires, des mastodontes de plusieurs tonnes placés en orbite à 36.000 kilomètres de la Terre, a longtemps été trébuché par Airbus, Thales et Maxar, avec une vingtaine de ventes par an, avant de rétrécir de moitié.

MODERNISATION ET RELANCE DE L'INDUSTRIE TUNISIENNE

Saisir les opportunités
du changement

Dans un contexte où les pays industriels cherchent à recouvrer leur «souveraineté économique» par la relocalisation de leurs industries stratégiques, de belles perspectives se dessinent pour l'industrie tunisienne. Mais ces opportunités que la Tunisie lorgne avec beaucoup d'intérêt nécessitent des préalables, principalement la modernisation du tissu industriel grâce aux nouvelles technologies ainsi qu'à la mise à niveau environnementale.

Ce n'est plus un secret de polichinelle : le monde est en train de changer et son paysage économique avec. Si les crises sont connues pour être un catalyseur de changement, alors la pandémie Covid-19 en est certainement une. La guerre en Ukraine n'a fait qu'enfoncer le clou. L'Europe, qui s'est trouvée dépendante des importations d'énergies, de principes actifs, de semi-conducteurs et même de masques provenant d'Asie, cherche désormais à relocaliser ses industries stratégiques afin de «recouvrer sa souveraineté économique». Ce rabattement de cartes en marche est, en effet, une occasion pour la Tunisie qui souhaite revigorer son industrie. Comment peut-elle moderniser son tissu industriel

afin d'attirer des investissements de qualité et à haute valeur ajoutée était la question débattue lors du «TunisiaEconomic Forum» récemment organisé par l'Iace sur le thème «L'industrie tunisienne, modernisation et relance». Ouvrant le débat, Amine Ben Ayed, président de l'Iace, a souligné que la modernisation de l'industrie n'est pas seulement un impératif économique, c'est aussi un enjeu de souveraineté et de développement durable. «Plus on maîtrise notre industrie, plus on consomme des produits que nous fabriquons, moins on dépend de l'extérieur», a-t-il expliqué, précisant qu'après la crise du Covid-19 et la guerre en Ukraine, la relocalisation industrielle est devenue un enjeu

stratégique pour tous les pays. Quelles transformations nécessaires ? Selon Ben Ayed, cette modernisation passe, entre autres, par l'adoption des technologies vertes et la réduction de l'empreinte carbone. Il a ajouté que, même si certaines de ces transformations nécessitent des ressources financières, qui se font aujourd'hui rares en raison des difficultés financières auxquelles est confronté le pays, diverses mesures beaucoup moins coûteuses sont, en revanche, possibles. Il s'agit notamment de communiquer sur l'image du pays en mettant en avant les projets d'extension qui sont en cours sur les sites industriels tunisiens, mais aussi de renforcer la collaboration entre industriels à travers par exemple des consortiums.

ARABIE SAOUDITE

D'ici dix ans, le tourisme devrait représenter
16% du PIB

En 2023, l'activité touristique a bondi de plus de 32% en Arabie saoudite, pour atteindre 444,3 milliards de Riyal saoudiens (SAR), soit 105 milliards d'euros et 11,5% de son PIB, d'après un communiqué publié par le WTTC. Ces performances surpassent de 30% le précédent record de la destination. L'an dernier, 436000 emplois supplémentaires ont été générés dans le secteur. 2,5 millions de personnes travaillent désormais dans le tourisme, soit presque un emploi sur cinq. Les dépenses des visiteurs internationaux ont augmenté de près de 57% pour

atteindre 227,4 milliards de SAR, battant le précédent record de 93,6 milliards de SAR, tandis que les dépenses des visiteurs nationaux ont augmenté de 21,5% pour atteindre 142,5 milliards de SAR. Avec sept ans d'avance sur son objectif, l'Arabie saoudite a accueilli 100 millions de touristes en 2023. Aujourd'hui, le pays vise encore plus haut et s'est fixé l'objectif d'attirer 150 millions de touristes d'ici à 2030.

800 milliards de dollars attendus
d'ici 2030

« Le tourisme est un pilier essen-

tiel des plans de diversification économique de la Vision 2030 du Royaume et nous avons fait de grands progrès pour promouvoir l'investissement dans le secteur – avec plus de 800 milliards de dollars prévus d'ici 2030 – ainsi que pour créer de nouveaux emplois et augmenter la contribution du tourisme au PIB », a rappelé le ministre du tourisme d'Arabie saoudite, Ahmed Al-Khateeb. Le secteur des voyages et du tourisme devrait continuer à croître à un rythme soutenu en 2024, avec une contribution au PIB qui devrait atteindre 498 milliards SAR, tandis que le nombre d'emplois

augmentera de plus de 158 000 pour atteindre près de 2,7 millions. Les dépenses des visiteurs internationaux devraient atteindre 256 milliards SAR, soit près du double du record précédent, et les dépenses des visiteurs nationaux devraient atteindre 155,2 milliards SAR. L'organisme mondial du tourisme prévoit que d'ici dix ans, la participation du secteur au PIB annuel atteindra 836,1 milliards SAR d'ici 2034, soit près de 16% de l'économie saoudienne, et qu'il emploiera plus de 3,6 millions de personnes dans tout le pays.

MAURITANIE

Atelier de validation du rapport de la revue
nationale volontaire des ODD à l'horizon 2024

Le ministère de l'économie et du développement durable a organisé lundi à Nouakchott un atelier de validation du rapport sur l'examen national volontaire des objectifs de développement durable (ODD) pour l'année 2024. L'atelier a présenté le processus d'élaboration du rapport et son contenu, qui a révélé les efforts déployés par la Mauritanie pour éradiquer l'extrême pauvreté et améliorer l'accès de la population aux services de base. Dans un discours prononcé à cette occasion, le ministre de l'économie et du développement durable, Abdessalam Mohamed Saleh, a déclaré que l'objec-

tif de l'atelier est de finaliser le rapport d'examen national volontaire 2024 sur les ODD pour la Mauritanie, qui sera soumis au Forum politique de haut niveau sur le développement durable (HLPF) en juillet 2024. Dans le cadre de l'élaboration du rapport, l'expertise internationale a été mise à contribution pour appuyer les équipes nationales, outre le lancement d'ateliers consultatifs, qui ont inclus toutes les parties prenantes impliquées dans le domaine du développement, a-t-il ajouté, notant que l'élaboration du rapport a été marquée par un ajout qualitatif, notamment l'élaboration de deux rapports distincts par les autori-

tés décentralisées, pour les régions de Nouakchott et du HodhCharghi. La conclusion préliminaire du projet de revue préparé par le ministère, en coopération avec le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), révèle l'ampleur du travail accompli par la Mauritanie pour éradiquer l'extrême pauvreté et assurer l'accès aux services de base, tout en adoptant un modèle de gouvernance efficace. L'objectif principal de cette rencontre est de présenter et d'enrichir le rapport de la Mauritanie sur les progrès réalisés en matière d'atteinte des Objectifs de développement durable (ODD), a

indiqué la représentante résidente du système des Nations unies, Mme N'DiayeFati Charlotte. Elle a ajouté que le rapport a été préparé à l'issue d'un processus participatif large et complet qui a permis de consulter les acteurs gouvernementaux et régionaux, les Nations Unies, la société civile, les partenaires techniques et financiers, à Nouakchott et dans le HodhCharghi. L'ouverture de l'atelier s'est déroulée en présence des ministres de l'éducation nationale et de la réforme du système éducatif, de la santé, et d'un certain nombre de secrétaires généraux des secteurs gouvernementaux concernés.

GHANA

Un projet de 12,5 millions \$ lancé dans le secteur avicole

Le Ghana dépend à hauteur de 80 % des importations pour ses besoins en viande de poulets. L'industrie locale qui souhaite se relancer bénéficie de nombreuses initiatives gouvernementales visant à stimuler l'élevage de volailles.

Au Ghana, des aviculteurs de la région d'Ashanti, viennent de recevoir 130 000 poussins d'un jour dans le cadre du Programme d'intensification de l'aviculture, une composante du Programme de résilience du système alimentaire en Afrique de l'Ouest (FSRP). C'est ce qu'a annoncé OseiAgyeman, coordonnateur de projet du FSRP qui se confiait à l'Agence de presse du Ghana (GNA) le 7 juin dernier. D'un coût total de 12,5 millions \$ financé par la Banque mondiale, le Programme d'intensification de l'aviculture est mis en œuvre par le ministère de l'Alimentation et de l'Agriculture sur une durée de 3 ans. Concrètement, il prévoit la distribution de poulets d'un jour au profit de 22 aviculteurs commerciaux sélectionnés à travers 6 régions à savoir Ashanti, la région Orientale, la région Centrale, le Grand Accra, Bono et la Volta. « Chaque bénéficiaire recevra un crédit d'intrants sous la forme d'environ 160 000 poussins d'un jour, 180 tonnes d'aliments pour volailles, des vaccins, une formation sur les meilleures pratiques modernes d'élevage et un accès à des subventions



pour l'achat d'équipements de transformation et à l'entreposage frigorifique », explique M. Agyeman. D'après le responsable, cette initiative vise la production et la commercialisation de plus de 2 millions de poulets de chair par an à terme alors que le gouvernement cible l'autosuffisance en viande de poulet d'ici 2028. Pour l'heure, le Ghana produit annuelle-

ment 70 000 tonnes de viande de poulet contre une consommation tournant autour de 340 000 tonnes, d'après les données du département américain de l'agriculture (Usda). Rappelons qu'en avril dernier, l'Association ghanéenne des aviculteurs (GNAPF) a déclaré que l'industrie avicole a besoin d'un financement de 100 millions \$ pour son développement.

BURKINA FASO

Banque Atlantique s'associe avec MoovAfrica pour renforcer l'accès aux services financiers

Dans une démarche visant à renforcer l'accès aux services financiers de base, Banque Atlantique Burkina Faso, filiale du Groupe panafricain Banque Centrale Populaire (BCP) et MoovAfrica annoncent le lancement des services de « Bank to Wallet » et « Wallet to Bank ». Ce partenariat stratégique est une initiative majeure pour promouvoir l'inclusion financière au Burkina Faso en intégrant efficacement les services

bancaires et mobiles. L'accord a été formalisé le 07 juin 2024 lors d'une cérémonie officielle en présence de M. Mohamed SIMPORE, Directeur Général de Banque Atlantique, et M. Abdelillah EL AYDI, Directeur Général de MoovAfrica Burkina Faso. Durant l'évènement, M. SIMPORE a souligné l'importance de la digitalisation comme levier essentiel pour améliorer l'expérience des clients, réaffirmant l'engagement de Banque Atlantique à déve-

lopper des solutions digitales adaptées aux attentes de la clientèle. De son côté, M. EL AYDI a évoqué l'amélioration de l'interopérabilité des services financiers comme l'un des principaux avantages de ce partenariat. Les services « Bank to Wallet » et « Wallet to Bank » permettent aux clients de réaliser des transferts fluides entre leurs comptes Banque Atlantique et leurs portefeuilles électroniques Moov Money. Cette collaboration tire parti

de l'expertise de Banque Atlantique et de l'infrastructure technologique de pointe de MoovAfrica, visant à offrir une expérience clientèle optimisée, sécurisée et accessible. Ce partenariat entre Banque Atlantique et MoovAfrica constitue un jalon important pour la modernisation des services financiers au Burkina Faso, promettant des avantages tangibles pour les clients et un modèle de croissance économique durable pour le pays.

POUR DÉPLOYER LA FIBRE OPTIQUE

Le Kenya s'appuie sur son réseau électrique

La Kenya Power Company a annoncé dès juin 2022 son intention de lancer des services Internet fixes à partir de juin 2023. La société a engagé des discussions avec le gouvernement pour la connexion des établissements publics à l'Internet à haut débit. Le gouvernement kényan va utiliser les infrastructures de transmission d'électricité publiques pour son projet de déploiement de 100 000 km de fibre optique à travers le pays. Eliud Owalo (photo), ministre des TIC et de l'Economie numérique, a récemment révélé qu'un accord de partenariat a été signé à cet effet avec la Kenya Power Company, la société publique d'électricité. Selon le ministre, cette initiative devrait permettre au gouvernement d'économiser 170 milliards de shillings kényans (1,3 mil-

liard \$). En effet, le plan initial, qui prévoyait de creuser des tranchées pour poser le câble, devait coûter aux contribuables 2,3 millions de shillings kényan par kilomètre. Grâce au nouveau plan, le coût sera réduit à 600 000 shillings par kilomètre. De plus, le réseau sera livré d'ici 2026, et non 2027 comme cela avait été initialement prévu. C'est en avril 2022 que le gouvernement kényan a dévoilé son intention de déployer 100 000 km de fibre optique dans le pays. Le réseau devrait connecter 40 000 écoles et autres établissements d'enseignement, 20 000 institutions gouvernementales et 13 000 établissements de santé. Pour accélérer la mise en œuvre, Nairobi a décidé de collaborer avec les opérateurs du secteur privé qui se chargeront de déployer 48 % du ré-

seau. Ce projet devrait permettre de contribuer à renforcer l'infrastructure télécoms du Kenya et accélérer la transformation numérique. Il devrait également permettre d'améliorer l'accès des populations et des entreprises à l'Internet à haut débit abordable. Les populations peuvent aussi accéder aux services administratifs dématérialisés ainsi qu'aux services innovants fournis par les start-up privées. « Le gouvernement a prévu de revitaliser et de rajeunir les performances de tous les secteurs de l'économie en s'appuyant sur les TIC, et c'est pourquoi nous nous sommes engagés à assurer la livraison de 100 000 kilomètres de câbles de fibre optique pour fournir l'Internet à haut débit à chaque partie du pays d'ici 2026 », a déclaré M. Owalo.

REJETS DE VISAS

Les demandeurs africains ont perdu 60,5 millions \$ en 2023

L'Afrique et l'Asie ont dépensé 90% du coût global des refus de demandes de visas Schengen en 2023. Des coûts qui augmenteront de 12,5% avec le passage imminent des frais de demande de 80 euros à 90 euros. 704 000 demandes de visa Schengen provenant de ressortissants d'Afrique ont été rejetées en 2023, selon les statistiques de la plateforme officielle SchengenVisainfo. Cela représente près de 60,5 millions USD (56,3 millions €) de dépenses effectuées en pure perte par les Africains en faveur de l'Union européenne. Les frais de demande, qui sont actuellement de 80 € par dossier, ne sont en effet pas remboursables. Cette somme représente également 43% des dépenses mondiales en demandes de visa. Le Maroc, principal demandeur africain en 2023, a enregistré le plus grand nombre de réponses négatives, plus de 410 000 pour un coût de 10,9 millions €. Il est suivi de l'Algérie, dont les ressortissants ont enregistré plus de 285 000 rejets de dossiers. De manière globale, les rejets de demandes de visas Schengen ont rapporté 130 millions € aux services d'immigration européens en 2023, selon de récentes statistiques de l'EU Observer, contre 105 millions € en 2022. Ces frais proviennent à environ 90% des continents africain et asiatique. L'Afrique en est conséquemment impactée selon les observateurs, vu le niveau encore bas de la moyenne des revenus des populations. Si la tendance haussière des demandes de visa ainsi que leurs rejets se poursuit, ces chiffres augmenteront de façon conséquente, étant donné que les frais de dossiers passeront dès le 11 juin 2024 à 90 €, conformément à une mesure prise par l'UE.

POINT MARCHÉS

Stabilité en vue en Europe après les craintes politiques

Les principales Bourses européennes sont attendues sur une note stable mardi au lendemain des inquiétudes suscitées par les résultats des élections européennes et la dissolution de l'Assemblée nationale en France alors que la Réserve fédérale américaine (Fed) entame une réunion de politique monétaire de deux jours.

D'après les premières indications disponibles, le CAC 40 parisien devrait rebondir de 0,27% à l'ouverture au lendemain d'une baisse de 1,35% lié au choc du séisme politique en France provoqué par les élections européennes. Le Dax à Francfort pourrait grappiller 0,08%, tandis que le FTSE 100 à Londres devrait grignoter 0,02%. L'indice EuroStoxx 50 est attendu en progression de 0,20%. La prudence observée en Europe depuis lundi à la suite des résultats des élections européennes marqués par une percée des partis d'extrême-droite et par une crise politique en France devrait se poursuivre, limitant le potentiel du rebond. Les investisseurs sont par ailleurs à l'affût de signes sur l'évolution des taux d'intérêt depuis que la robustesse des chiffres mensuel de l'emploi aux Etats-Unis, publié vendredi, a semé des doutes sur une baisse des coûts d'emprunt en septembre. Si la Fed devrait opter pour le statu quo mercredi, les propos de Jerome Powell, son président, seront particulièrement scrutés alors que le même jour sera publié l'indice des prix à la consommation outre-Atlantique. La banque centrale américaine publiera également ses projections économiques. "C'est une semaine importante pour le marché en termes de commentaires et de messages de la Réserve fédérale", souligne Quincy Krosby, chef stratège chez LPL Financial.

La Bourse de Tokyo part en hausse, soutenue par Wall Street

La Bourse de Tokyo partait mardi en hausse après de nouveaux records atteints la veille à New York, mais la prudence pourrait dominer avant l'inflation américaine et des décisions des banques centrales américaine et japonaise dans les prochains jours. L'in-

dice vedette Nikkei gagnait 0,73% à 39.324,19 points vers 00H40 GMT et l'indice élargi Topix prenait 0,68% à 2.801,50 points. Le yen se dépréciait légèrement face au dollar, qui valait 157,15 yens vers 00H40 GMT contre 157,04 yens lundi à 21H00 GMT. L'euro se négociait pour 169,13

yens contre 169,05 yens la veille, et pour 1,0762 dollar contre 1,0765 dollar lundi à 21H00 GMT. Le pétrole avançait: vers 00H30 GMT le baril de WTI américain gagnait 0,44% à 78,08 dollars et le baril de Brent de la mer du Nord progressait de 0,39% à 81,95 dollars.

A Wall Street

La Bourse de New York a fini en hausse lundi avec notamment un record des indices Nasdaq et du S&P 500, tirés par les groupes de semi-conducteurs (+1,4%), dont Nvidia. L'indice Dow Jones a gagné 0,2% à 38.868,04 points, le Standard & Poor's 500 0,3% à 5.360,79 points et le Nasdaq Composite 0,4% à 17.192,529 points. Nvidia, dont le nominal de l'action a été divisé par dix, rendant le titre plus accessible aux petits porteurs, a avancé de 0,7%. A la baisse, Apple a perdu 1,91%, les investisseurs n'ayant pas été convaincus par les annonces de la marque à la pomme sur l'intelligence artificielle (IA).

En Asie

A la Bourse de Tokyo, l'indice Nikkei avance de 0,31% à 39 158,78 points, après avoir touché un plus haut de trois semaines, soutenu par les valeurs liées aux semi-conducteurs. Le Topix, plus large, prend 0,07% à 2 784,37 points. L'indice MSCI regroupant les valeurs d'Asie et du Pacifique (hors Japon) perd 0,4%. En Chine, où les marchés étaient fermés lundi pour un jour férié, le SSE Composite de Shanghai fléchit de 1,11% et le CSI 300 reflue de 1,15%, les indices réagissant tardivement au rapport sur l'emploi américain publié vendredi. Les secteurs les plus affectés sont celui des biens de consommation de base (-2,11%) et des métaux non ferreux (-3,4%).

Les valeurs à suivre en Europe: changes/taux

Avant la publication des données sur l'inflation américaine et les nouvelles prévisions économiques de la Fed, le dollar est proche mardi d'un plus haut d'un mois face à l'euro et d'un plus haut d'une semaine contre le yen. Le billet vert recule légèrement (-0,03%) face à un panier de devises de référence après avoir atteint 105,39 points, une première depuis le 14 mai. L'euro se traite à 1,0769 dollar (+0,06%) et la livre sterling s'échange à 1,2734 dollar (+0,03%).

Le rendement des bons du Trésor américain à dix ans se replie de 1,8 point de base, à 4,4512% au lendemain d'une hausse de 4,1 points.

Pétrole

Le marché pétrolier fléchit alors que les investisseurs attendent des données clés aux Etats-Unis pour évaluer la trajectoire de l'inflation et son impact sur la demande de carburant. Le Brent cède 0,11% à 81,54 dollars le baril et le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) se replie de 0,03% à 77,76 dollars .

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 11 Juin 2024 Valeur : 13 Juin 2024					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.5661	134.5811
1	EUR	EURO		144.8739	144.9169
1	GBP	POUND STERLING		171.1384	171.2010
100	JPY	JAPANESE YEN		85.5202	85.5352
1	CNY	CHINESE YUAN		18.5501	18.5524
1	CHF	SWISS FRANC		150.0347	150.1016
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		97.7596	97.7989
1	DKK	DANISH KRONE		19.4224	19.4274
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.8282	12.8314
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.6133	12.6182
1	AED	UAE DIRHAM		36.6346	36.6416
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.8795	35.8854
1	KWD	KUWAITI DINAR		438.7548	438.9468
1	TND	TUNISIAN DINAR		42.7116	43.1408
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.5094	13.5109
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.4905	27.6313
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.5431	3.5435
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.5397	177.5397

PARIS

Retrouve ses esprits avant la décision de la Fed

Suite à l'onde de choc provoquée hier par le résultat des élections européennes, la Bourse de Paris retrouve ses esprits mardi, notamment dans l'optique de la décision de politique monétaire de la Réserve fédérale attendue demain soir. L'indice CAC40 se stabilise sur le niveau des 7884 points. Après avoir perdu jusqu'à 2,4% lundi, le marché parisien avait réussi à se ressaisir en cours de journée pour finir la séance sur un repli limité de 1,3% à 7893 points. Mais ce recul a tout de même ramené l'indice-phare sous le seuil des 8000 points, puis sous celui des 7900 points, et réduit ses gains depuis le début de l'année à moins de 5%. Selon les professionnels, l'incertitude

entourant l'issue des élections législatives anticipées pourrait bien empêcher le marché de progresser dans les prochaines semaines et le tenir à distance de ses récents records. 'La paralysie en matière de gouvernabilité à laquelle la France pourrait être confrontée en cas de cohabitation constituerait une menace supplémentaire pour la notation de la dette souveraine, déjà dégradée au cours de ces dernières semaines', prévient Mabrouk Chetouane, directeur de la stratégie marchés internationaux chez Natixis IM. 'Les investisseurs étrangers pourraient également adopter une attitude attentiste à l'égard de la France', ajoute l'analyste. Cette situation pourrait se traduire

par une augmentation de la volatilité jusqu'au deuxième tour prévu le 7 juillet, tout particulièrement dans des secteurs comme la banque. Certains observateurs évoquent malgré tout la possibilité d'un rebond rapide, la correction de la veille constituant une bonne opportunité pour pratiquer des rachats à bon compte sur les valeurs les plus prisées du CAC. 'On peut rappeler à quel point le marché boursier français n'est que faiblement représentatif de l'économie de l'Hexagone', souligne ainsi Chris Weston, le responsable de la recherche chez Pepperstone. 'Seulement 15% du chiffre d'affaires des composants de l'indice provient de la France', ajoute-t-il. Parmi les autres motifs d'optimisme

du moment figurent la perspective d'une poursuite du redressement économique en Europe, la baisse des taux de la BCE ou encore l'engouement entourant les valeurs technologiques et l'IA. Au-delà des inquiétudes entourant la visibilité de la trajectoire économique en France, le marché pourrait néanmoins se trouver freiné par l'incertitude sur l'évolution de la politique monétaire aux Etats-Unis. Les investisseurs devraient d'ailleurs se montrer relativement prudents dans l'attente des annonces de la Réserve fédérale, qui tomberont mercredi soir. La réunion du comité stratégique de la Fed débute aujourd'hui et se terminera demain par une conférence de presse de son président Jerome

Powell. Aucune modification des taux n'est attendue à l'occasion, mais le résumé des projections économiques ('dot plots') devrait révéler que le comité a réduit ses prévisions de baisse des taux pour cette année. Avant cela, les prix à la consommation - qui seront publiés demain avant l'ouverture - pourraient bien montrer que le rythme de l'inflation ne laisse à la banque centrale qu'une marge de manoeuvre réduite pour commencer à assouplir ses taux. Cela n'a pas suffi à Wall Street de se départir de son traditionnel optimisme hier soir, puisque les indices S&P 500 et Nasdaq Composite ont tous les deux inscrit de nouveaux records en fin de journée.

G7

Nouveau sommet en Italie dominé par les tensions géopolitiques

Les dirigeants du G7 se retrouvent cette semaine en Italie dans un contexte de fortes tensions internationales avec les guerres en Ukraine et à Gaza et pourraient approuver jusqu'à 50 milliards de dollars de prêts vers l'Ukraine.

Les dirigeants du G7 se retrouvent cette semaine en Italie dans un contexte de fortes tensions internationales avec les guerres en Ukraine et à Gaza, et de turbulences politiques aux Etats-Unis et en Europe. Le président américain Joe Biden et les autres chefs d'Etat ou de gouvernement des sept nations les plus riches du monde sont attendus de jeudi à samedi dans la luxueuse station balnéaire de Borgo Egnazia, dans les Pouilles (sud). Ce sommet intervient à un moment délicat, tant sur le plan mondial, avec les guerres qui font rage en Ukraine et à Gaza, que sur le plan politique, puisque M. Biden, le Français Emmanuel Macron et le Britannique Rishi Sunak sont tous confrontés à de périlleuses échéances électorales dans les semaines et mois à venir. La cheffe de l'exécutif italien, Giorgia Meloni, dont le pays assure la présidence tour-

nante du G7, a également invité une douzaine de dirigeants n'appartenant pas au groupe, du Turc Recep Tayyip Erdogan à l'Indien Narendra Modi. Le pape François sera également présent vendredi pour s'exprimer sur l'intelligence artificielle. Le président ukrainien Volodymyr Zelensky, attendu jeudi, demandera une nouvelle fois aux alliés occidentaux de l'aider davantage. L'armée ukrainienne, en manque de munitions et d'hommes, est à la peine, notamment du fait du retard pris dans la livraison de l'aide militaire occidentale.

Emission de prêts à l'Ukraine

Les Etats-Unis poussent le G7 à accorder à l'Ukraine jusqu'à 50 milliards de dollars de prêts garantis par les intérêts des 300 milliards d'euros d'actifs de la banque centrale russe gelés par l'UE et les pays du G7.

Mais de nombreuses questions demeurent, notamment celle de savoir qui émettrait la dette et ce qui se passerait si les avoirs étaient débloqués dans l'éventualité d'un accord de paix. Une "Conférence de haut niveau sur la paix en Ukraine", son nom officiel, se déroulera en Suisse dans la foulée du G7. Les Etats-Unis y seront représentés par la vice-présidente Kamala Harris. Fin mai, Volodymyr Zelensky avait exhorté M. Biden à y participer, estimant que son absence équivaldrait à "applaudir" Vladimir Poutine. En Italie, les dirigeants du G7 devraient également discuter de leurs préoccupations concernant le soutien de la Chine à l'expansion militaire de la Russie et de ce qu'ils considèrent comme une coopération croissante et inquiétante entre Moscou et la Corée du Nord. La rencontre dure officiellement trois jours, mais les sessions de travail se termineront vendredi.

BRÉSIL

Belle croissance au premier trimestre

Le PIB du Brésil a progressé de 0,8 % par rapport au trimestre précédent. Le FMI a relevé sa prévision de croissance annuelle à 2,5 %. Les inondations dans l'Etat de Rio Grande do Sul auront néanmoins des répercussions importantes. De nouveau, l'agro fait son show. Le puissant secteur agricole brésilien a enregistré une croissance de 11,3 % au premier trimestre, et est encore le principal vecteur de la croissance enregistrée par l'économie

brésilienne (+0,8 %) par rapport au trimestre précédent. Sur un an, la principale économie latino-américaine affiche une poussée de 2,5 %. Une performance honorable, mais en retrait progressif depuis début 2023, lorsque cet indicateur s'élevait à 3,7 %. Le gouvernement Lula enregistre plusieurs motifs de satisfaction, à court terme. « Le Brésil apparaît moins dépendant de l'économie internationale », relève Matheus Piz-

zani, économiste de la société de courtage CM Capital. La baisse progressive des taux d'intérêt a favorisé le rebond du secteur des services. Ceux-ci ont repris le chemin de la croissance et le commerce revient en forme, note un chef d'entreprise. La baisse du taux de chômage (7,5 %) et la valorisation du salaire minimum ont favorisé la reprise de la consommation. Par ailleurs, l'investissement, qui était en berne, relève quelque peu la tête.

MEXIQUE

Le nouvel essor économique du Nuevo Leon

En plus de profiter de la relocalisation de nombre d'entreprises étrangères et d'importants investissements publics, l'Etat le plus riche du Mexique après Mexico se prépare pour le Mondial 2026. « Nous connaissons un boom économique sans précédent » : Ivan Rivas, le secrétaire économique du gouvernement du Nuevo Leon, l'Etat le plus riche du Mexique

après Mexico City, ne boudes pas son plaisir. Les statistiques sont éloquentes. « En deux ans et demi, quelque 50 milliards de dollars (46 milliards d'euros) d'investissement ont été annoncés et 250.000 emplois créés. Et rien que sur les quatre premiers mois de 2024, 50.000 nouveaux emplois ont été recensés, un score sans précédent pour notre Etat de 5,6 millions d'habitants, sans compter l'aménagement

en cours d'une quarantaine de nouveaux parcs industriels sur un territoire qui en compte déjà 240 », souligne ce responsable. La pandémie et les tensions géopolitiques entre les Etats-Unis et la Chine, ainsi que celles suscitées par le conflit russo-ukrainien, ont poussé les entreprises à revoir l'organisation de leurs chaînes d'approvisionnement et à se rapprocher de leurs clients, notamment nord-

américains. Servi par son appartenance à l'accord de libre-échange nord-américain, l'Alena, sa proximité géographique avec le Texas, un siècle d'histoire industrielle et deux universités de premier plan, dont l'équivalent mexicain du MIT, le hub industriel mexicain connaît tout naturellement depuis trois ans un regain d'intérêt aux yeux de nombre d'entreprises internationales, asiatiques

tout particulièrement. Et ce d'autant que l'équipe du jeune gouverneur Samuel Garcia - membre du nouveau parti du Mouvement citoyen - ne ménage pas ses efforts depuis 2021 en organisant des tournées de promotion du territoire à l'étranger, comme l'an dernier en Corée du Sud, en Espagne, à Paris, en Inde, à Singapour, en Suisse, à Taïwan ainsi qu'à Tokyo pour attirer des industriels.

PARTENARIAT ENTRE APPLE ET OPENAI

Elon Musk menace d'interdire les iPhone dans ses entreprises

Le milliardaire américain ne voit pas d'un très bon œil le lancement du nouveau système d'optimisation d'Apple qui bénéficie de l'IA générative grâce à OpenAI, dénonçant une menace pour la protection des données. Il faut dire qu'Elon Musk a fait du créateur de ChatGPT l'un de ses principaux ennemis. C'est une annonce qui ne plaît pas au milliardaire Elon Musk. Le patron de Tesla et SpaceX a fustigé le partenariat annoncé lundi entre Apple et OpenAI. Il a notamment assuré qu'il interdirait les iPhone dans ses entreprises à cause des menaces pesant sur la sécurité des don-

nées, après qu'Apple a présenté un nouveau système d'optimisation de ses appareils opéré grâce à l'intelligence artificielle (IA) générative. « Apple n'a aucune idée de ce qui se passera une fois qu'il confiera vos données à OpenAI. Ils vous poignardent dans le dos », a-t-il écrit sur le réseau social X. En effet, Apple a présenté lundi Apple Intelligence, un nouveau système d'optimisation de ses appareils, de l'iPhone au Mac, grâce à l'intelligence artificielle (IA) générative et un partenariat avec OpenAI. Au centre d'Apple Intelligence, la firme américaine a placé l'assistant Siri,

qui a bénéficié d'une mise à jour radicale, censée lui permettre de rattraper son retard sur les récents produits lancés par OpenAI ou Microsoft. Apple Intelligence figurera dans la nouvelle version du système d'exploitation iOS 18, également dévoilée lundi lors de la conférence destinée aux développeurs. Celle-ci doit durer toute la semaine à Cupertino, en Californie. Apple Intelligence se veut une fonctionnalité qui permet d'améliorer et de simplifier l'utilisation des appareils et de leurs applications. Elle sera disponible dans le courant de l'été, mais uniquement aux utilisateurs de l'iPhone 15 Pro

et aux iPad et Mac équipés de la puce M1, dont les premiers modèles ont été commercialisés fin 2021. L'intelligence artificielle générative requiert, en effet, des capacités de calcul considérables, qui ne peuvent être assurées que par les semi-conducteurs les plus récents. Cette nouvelle nomenclature s'apparente à l'interface lancée en novembre dernier par Microsoft, Copilot, qui permet de naviguer entre applications et logiciels de façon intuitive. Mais à la différence de Copilot, Apple Intelligence ne nécessite pas d'abonnement payant et sera automatiquement disponible sur iOS 18.

ROYAUME-UNI

Nouvelle hausse du taux de chômage à 4,4% à fin avril

Le taux de chômage a de nouveau légèrement progressé au Royaume-Uni, à 4,4% pour les trois mois achevés fin avril, contre 4,3% à fin mars, poursuivant une progression ininterrompue depuis fin 2023. "Le taux de chômage a globalement augmenté" depuis la deuxième moitié de 2022, "malgré une période de baisse au cours du second semestre" de l'an dernier, a noté l'Office national des statistiques (ONS) mardi dans son rapport mensuel sur le marché du travail.

FACE À LA MONTÉE DE L'EXTRÊME DROITE EN EUROPE L'euro plie

L'euro souffrait lundi de la montée de l'extrême droite en Europe et de la dissolution de l'Assemblée nationale en France, qui plonge dans l'incertitude l'un des piliers de la monnaie unique, même si les analystes veulent croire en sa résilience. La désillusion politique" post-résultats des élections européennes qui a touché la Bourse de Paris plombait également la monnaie unique, qui reculait vers 15H40 GMT de 0,50% face au billet vert, à 1,0747 dollar pour un euro, et de 0,57% face à la devise britannique à 84,43 pence pour un euro.

PAS DE VERSION ÉLECTRIQUE !

Le nouveau BMW X3 dévoilé

La prochaine génération du BMW X3 fera ses débuts cet été, mais sur Instagram, le nouveau SUV lève déjà le voile sur son physique et ne sera plus proposé en variante électrique iX3.

À chaque nouvelle BMW présentée, les regards se focalisent désormais d'abord sur la calandre. La photo du nouveau BMW X3 qui a fait l'objet d'une fuite ne déroge pas à la règle. Et oui, une fois de plus, le fameux double haricot attire l'attention. Non pas à cause d'une taille démesurée, mais plutôt en raison du nouveau motif de ses barettes. La grille de calandre n'est plus verticale, car elle comporte également des barres obliques, comme nous l'avons vu sur le nez de la nouvelle BMW Série 1. Ou comment les designers de BMW travaillent sur un nouveau visage familial, reconnaissable, mais pas trop controversé. D'après la photo qui a fuité et qui permet d'évaluer les lignes et les proportions de la carrosserie, le nouveau BMW X3 ressemble à un croisement entre le X1/iX1, plus compact, et le BMW iX, plus massif. Quoi qu'il en soit, la nouvelle génération, qui recevra à nouveau une variante X4 plus profilée, reste un concurrent direct de l'Audi Q5 (Sportback) et du Mercedes GLC (Coupé).



Quid du BMW iX3 électrique ?

Les informations concrètes sur la nouvelle génération du BMW X3 restent en suspens jusqu'à cet été, lorsque le SUV fera ses débuts officiels. Mais nous savons qu'il n'y aura plus de place dans la

gamme X3 pour une variante iX3 électrique. Celle-ci sera en effet remplacée par la version de série de la Vision X Neue Klasse. En d'autres termes, le nouveau BMW X3 ne sera proposé qu'avec des moteurs à combustion, tant en essence qu'en

Diesel. Outre les motorisations à hybridation douce MHEV en 48 volts, le SUV sera également proposé en version hybride rechargeable PHEV avec une batterie de capacité plus importante, ce qui portera l'autonomie électrique à 100 km. À suivre quand même.

Volkswagen prépare une version radicale de la Golf R



Alors qu'elle se prépare à dévoiler sa version restylée de sa Golf R, la marque allemande planche sur une version Clubsport plus extrême.

Volkswagen vient de dévoiler la version restylée de la Golf GTI Clubsport à deux roues motrices, qui conserve son quatre cylindres turbo de 2,0 litres de 300 chevaux (alors que la GTI normale développe désormais 265 chevaux). Le constructeur allemand doit aussi dévoiler très prochainement la version restylée de la Golf R, cette variante sportive haut de gamme à transmission intégrale. Là aussi, les changements seront probablement très limités.

Mais attention, le constructeur allemand travaillerait aussi sur une version extrême de cette Golf R. D'après les journalistes américains de Road & Track qui citent les mots d'un haut responsable de la marque, un projet de Golf R plus radicale est dans les tuyaux. « On travaille actuellement dessus. On planche sur une version Clubsport de la Golf R », affirme-t-il.

Plus de puissance ?

La Volkswagen Golf R possède actuellement un moteur de 333 chevaux, qui envoie sa puissance aux quatre roues via une transmission intégrale assez sophistiquée (reprise sur l'Audi RS 3 et les versions 4x4 des Cupra Formentor et Leon restylées). Cette version « R Clubsport » pourrait être à la fois plus puissante et plus légère.

Mais attention, le haut responsable de Volkswagen en question précise que même si une équipe travaille bien sur ce modèle, il s'agit pour l'instant d'un projet expérimental et les dirigeants du constructeur doivent encore décider de le commercialiser.

7 ANS APRÈS

le SUV Kia Stonic a-t-il une petite chance d'exister face au Renault Captur ?

C'est un des modèles les plus anciens du segment en France : le Kia Stonic peut-il encore rivaliser avec les autres crossovers urbains, alors que la nouvelle Citroën C3 arrivera en concession dans les prochains mois ? Pas si sûr.

Si ses ventes ont progressé sur les cinq premiers mois de l'année, le Kia Stonic reste dans l'anonymat. Les immatriculations tutoient les 2500 unités entre janvier et mai et, fait amusant, le Stonic est au coude-à-coude avec le Hyundai Bayon, un autre crossover urbain coréen à la carrière plutôt discrète. Le Stonic, qui pointe à la 79e place des ventes françaises, devrait avoir bien du mal à relever la tête dans un marché en pleine mutation où l'hybridation prend le pas sur ces voitures compactes et (relativement) accessibles. Désormais, les clients veulent majoritairement du full hybrid, technologie impossible à implanter sur un Stonic à la conception trop datée.

Le Kia Stonic, une bonne affaire en concession ?

Sans hybridation possible à cause d'une plateforme GB trop vieillissante, le Stonic ne peut plus tenir le rythme face à des Renault Captur, Toyota Yaris Cross et Nissan Juke. Il lui faut

donc tenter de jouer dans un autre registre : les prix. Mais là encore, 2024 sera une année difficile pour le coréen avec l'arrivée d'une Citroën C3 au gabarit proche, mais aux tarifs nettement plus agressifs et à

tique, hors malus de 540 €. Un Peugeot 2008 à boîte automatique et finition GT est nettement plus cher, et ne parlons pas du Toyota Yaris Cross, dont les prix dépassent allègrement les 30 000 €. Le

coup à jouer, d'autant plus qu'il ne devrait pas être bien difficile d'obtenir de belles remises en concession sur un modèle en fin de vie comme le crossover coréen. Après sept ans de carrière, il semble raison-



la conception plus récente. Le premier prix du Kia Stonic étant à 22 490 €, il est 3 000 € plus cher qu'une C3 finition Max. Mais Kia ne s'est pas trop enflammé sur le haut de gamme, qui est affiché à 27 590 € en GT Line et boîte automa-

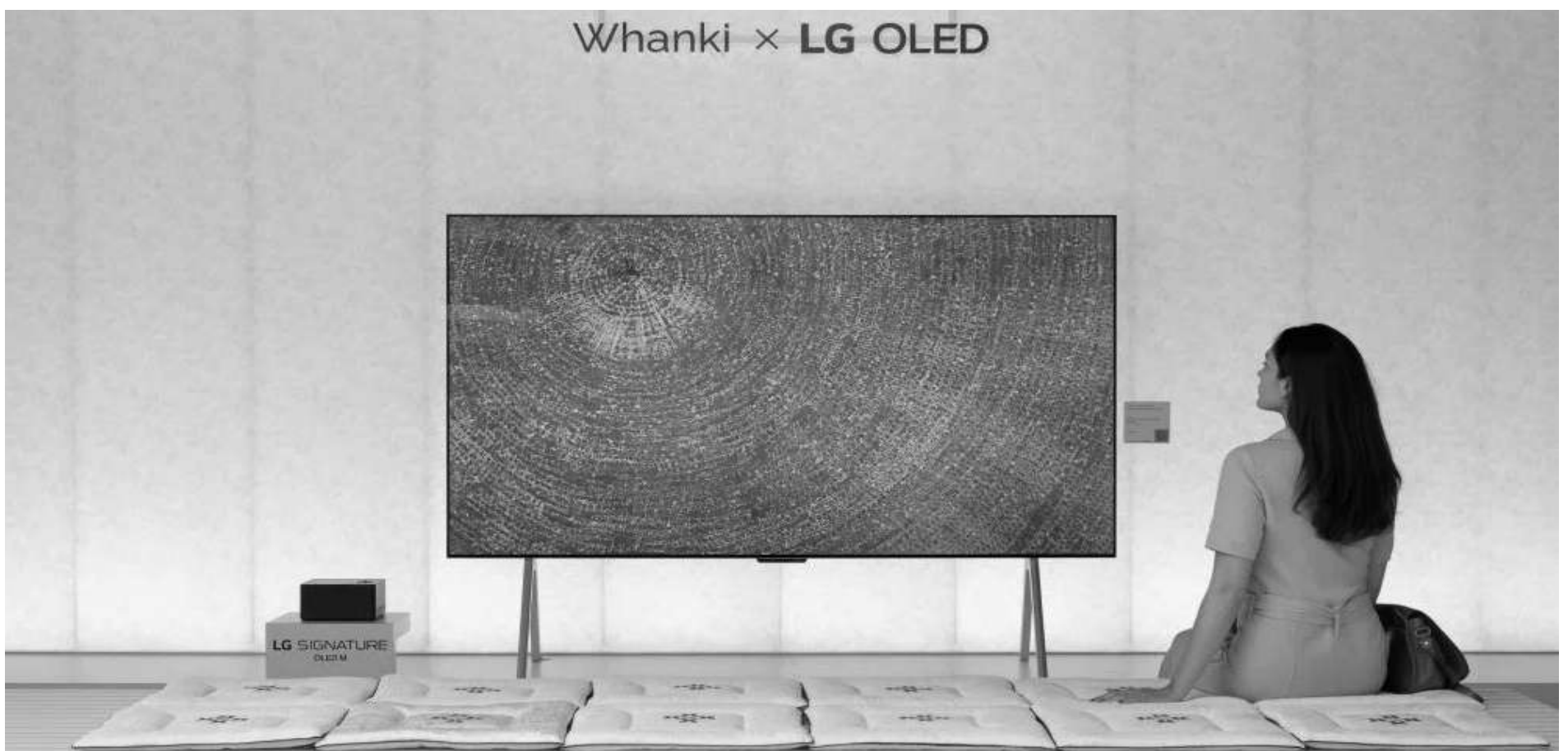
Jeep Avenger, plus moderne et compétitif sur le plan tarifaire, peut également représenter une solide alternative avec son moteur essence de 100 ch. Sans hybridation, le Stonic a donc toujours un petit

nable de dire que le Stonic ne devrait plus tenir bien longtemps, mais Kia nous a tout de même confirmé que le Stonic était compatible avec la nouvelle norme GSR II et que sa commercialisation se poursuivrait l'année prochaine.

LG ELECTRONICS

LG OLED fait revivre numériquement les œuvres de Kim Whanki, le maître de l'art abstrait coréen

LG Electronics (LG) est ravi de présenter une occasion unique de découvrir les œuvres emblématiques de l'artiste le plus apprécié de Corée du Sud, Kim Whanki (1913-1974), en partenariat avec Frieze New York et le Korean Cultural Centre de New York (KCCNY).



Une présentation personnelle de Kim Whanki intitulée « We Meet Again in New York » a été présentée au LG OLED Hall de la Frieze New York 2024, du 1er au 5 mai. Parallèlement, une exposition spéciale de l'artiste coréen sera présentée au KCCNY intitulée "Whanki in New York" du 2 mai au 13 juin. Ensemble, les deux expositions représentent la première exposition publique du travail de Kim à New York, 50 ans après sa mort, en 1974.

Le pionnier de l'abstraction trouve sa voix à New York,

Kim est un pionnier de l'art abstrait coréen et surtout connu pour ses œuvres qui incarnent l'esthétique coréenne archétypale. Son pèlerinage artistique – de la Corée au Japon, en passant par la France et finalement l'Amérique – a façonné son style caractéristique d'abstraction lyrique pure dérivée de la nature, qui a eu une profonde influence sur des générations de peintres abstraits en Corée. Il est un nom très recherché sur le marché de l'art puisque ses œuvres constituent neuf des dix œuvres d'art les plus chères d'artistes coréens modernes vendues aux enchères, parmi lesquelles toutes ont été achevées à New York dans sa signature « all-over », style point ».

La présentation des œuvres de Kim à New York revêt une importance immense car c'est la ville où il a finalement atteint la quintessence de son identité artistique avec la conception de cette technique unique de peinture « all-over dot ». C'est le résultat de la maîtrise de l'artiste qui expérimente sans relâche une multitude de matériaux, de techniques et de styles, dans le but d'obtenir une harmonie de couleurs et de motifs tout en capturant l'élégance des peintures à l'encre asiatiques. Il s'est inspiré de souvenirs de son pays natal et de la scène artistique animée de New York, où il a côtoyé des peintres américains dont Mark Rothko et Barnett Newman. À son tour, il est devenu une source d'inspiration pour la prochaine génération d'artistes coréens américains comme Nam June Paik (1932-2006). C'est à New York que Kim a visé les étoiles : il a organisé un total de six expositions personnelles dans la ville au cours de sa vie, la dernière étant présentée un an avant son décès en 1974.

LG OLED poursuit la célébration de l'héritage de Kim Whanki

Au total, cinq chefs-d'œuvre abstraits créés pendant la période new-yorkaise de Kim Whanki et exprimés numériquement par une nouvelle génération d'artistes d'aujourd'hui, seront exposés

au LG OLED Lounge du Frieze New York 2024. Le groupe d'artistes multimédia coréens – dont Je Baak, professeur au Collège des Beaux-Arts de l'Université Nationale de Séoul ; Verse-day, un groupe de créateurs d'art médiatique ; Mano Ahn, PDG d'Ahn Graphics ; et Jason Kim, PDG de BE-SIGN – ont pris grand soin de comprendre l'intention de l'artiste lorsqu'il a créé l'œuvre d'art afin de pouvoir capturer l'essence de chaque pièce. Cette approche a révélé des détails plus riches et des effets visuels améliorés en termes d'éclairage, de couleurs et de clarté grâce à la technologie OLED auto-éclairée de LG, tout en préservant les intentions artistiques originales de Kim.

LG OLED, dans son engagement à promouvoir l'innovation et l'accessibilité de l'art, s'associe à Frieze New York et KCCNY pour ramener ces expressions numériques du légendaire maître coréen à New York, la ville qui a créé l'artiste Kim Whanki.

L'exposition rétrospective simultanée de Kim Whanki au KCCNY, « Whanki in New York », où LG OLED s'engage en tant que partenaire principal, offre davantage d'opportunités d'avoir un aperçu du monde créatif de Kim. En plus des cinq expressions numériques de ses œuvres présentées par LG OLED, 27 œuvres d'art originales prêtées par le musée Whanki, dont des

objets personnels tels que des journaux intimes, des photographies et des lettres, seront exposées. Et pour la toute première fois, des collections privées de connaissances new-yorkaises de Kim et de son épouse seront également exposées.

"LG Electronics est fier de célébrer l'héritage de Kim Whanki et de présenter une opportunité unique au public mondial de dialoguer étroitement avec un artiste légendaire qui n'était pas très connu à New York jusqu'à présent", a déclaré Kate Oh, vice-présidente de la marque. Division des communications de la société LG Home Entertainment. "Grâce à notre toile numérique, LG OLED et une nouvelle génération d'artistes ont fait revivre les œuvres de Kim avec des détails sans précédent, offrant un hommage innovant à son héritage." LG continue de proposer des expériences enrichissantes dans le monde de l'art, illustrant le lien étroit entre l'art et la technologie à travers des expositions inspirantes et des collaborations d'artistes innovantes. Les œuvres d'art numériques animées par LG OLED peuvent être trouvées sur le site Web du projet OLED Art pour que les passionnés d'art et les fans du monde entier puissent en profiter à leur convenance. Pour suivre le parcours LG OLED ART, visitez LGOLEDART.com.

Mots fléchés

Un carnage de la guerre 14-18 (4 mots)													
Chenapans		Lac américain		Exhale		Publier	Prénom féminin	Préfixe égalitaire Mouche africaine		Restes		Enflammé	
												Oiseau migrateur	
										Croûte terrestre			
										Vieux non			
Poète français (Alphonse de)		Douleur		Inventeur américain Désert de pierres							Pronom personnel		
											Sinuosités		
									Grand oiseau				
Retardé					Godillot							Prénom féminin	
Futée					Naturelles								
							Nenni		Nez argotique				
Céréale		Canard nordique		Décoré Humoriste français (Pierre)					Fille de Cadmos				Lever le cul
									Numéro un				
			Petit médecin			La crème		Abri précaire		Pays de Champagne			
			Filon										
Entre les articulations										Fleuve italien		Train de banlieue	
Thérapeutique													
							Homme politique portugais (Antonio Ramalho)		Géniteur				
Aussitôt				Attache					Risquer				
Génitrice									Occupation illégale				
				Pays						Vase	Grande école de futurs fonctionnaires		Érodé
Hommes très misérables		Titre turc		Philosophe romain								Article ibérique	
				Petit saint									
					Enlevé	Empêchement		Boîtes électorales					
Pénètres								Rectale					
Décret								Contrarié					
				Par			Saison				Déluxe	Prénom féminin	Fissurée
				Département français									
Habitudes			Vélo							Chaines de montagnes au Maroc			
Auteur de rumeurs			Poésie				Nouveau testament						
		Petit poisson							Administré				
		Vallon											
Vedette	Apercevra						Note de musique		Immobilisation				
	Equerre						Petit rendez-vous			Chlore			
				Préfecture de l'Essonne				Femelle animale					
Chanteuse française					Vive								

50 morts et 2066 blessés en une semaine

Cinquante (50) personnes ont trouvé la mort et 2066 autres ont été blessées dans 1729 accidents de la circulation enregistrés durant la période allant du 2 au 8 juin à travers le pays, indique, mardi, un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Constantine avec 8 morts et 86 blessés suite à 57 accidents de la circulation, précise la même source. Par ailleurs, les éléments de la Protection civile ont procédé à l'extinction de 1858 incendies urbains, industriels et autres, dont les plus importants ont été enregistrés dans les wilayas d'Alger (225 incendies), Blida (134) et Chlef (95), ajoute le communiqué.

BANQUE MONDIALE

L'économie mondiale se stabilise mais à un rythme faible

La croissance mondiale devrait connaître un léger mieux cette année, comparé à 2023, mais restera à des niveaux historiquement bas, a estimé lundi la Banque mondiale (BM), qui ne s'attend pas à une accélération de l'économie mondiale dans les prochaines années. Selon le rapport semestriel de l'institution, la croissance pour 2024 devrait atteindre 2,6%, en ligne avec la croissance réalisée l'année dernière, 0,2 point de pourcentage de mieux que sa première prévision, publiée en début d'année. Mais elle ne devrait pas faire beaucoup mieux dans les années à venir, puisque la BM l'anticipe à 2,6% ou 2,7% pour 2025 et 2026. Une tendance nettement plus faible que celle observée sur la décennie précédant la pandémie de Covid-19, durant laquelle l'économie mondiale a progressé en moyenne de 3,1% par an, soit une différence de 0,5 point de pourcentage. Les économies avancées devraient voir leur croissance s'accélérer comparé à 2023, en particulier dans la zone euro et au Japon, mais à un rythme toujours faible, tous deux à 0,7%. Les Etats-Unis devraient en revanche connaître une croissance en ligne avec celle réalisée en 2023, de 2,5%, mais ralentir à moyen terme, alors que la zone euro devrait s'améliorer. Parmi les pays émergents, la Chine s'oriente vers un ralentissement de son économie, qui devrait progresser de 4,8% cette année (contre 5% en 2023).

SÛRETÉ D'ALGER

Saisie de plus de 17 kg de cannabis et 1kg de drogues dures en mai dernier

Les services opérationnels de la Sûreté de la wilaya d'Alger ont saisi plus de 17 kg de cannabis, 1kg de drogues dures (cocaïne et héroïne), et plus de 73.000 comprimés psychotropes en mai dernier, a indiqué mardi un bilan de ces services. "Dans le cadre de la lutte contre la criminalité, toutes formes confondues, les différents services opérationnels de la Sûreté de la wilaya d'Alger ont traité, en mai dernier, 5.033 affaires relatives à l'atteinte aux personnes, aux fonds et aux biens, ainsi que des affaires de drogues, de psychotropes, de port d'armes blanches prohibées et de cybercriminalité", note le communiqué. Les différents services opérationnels sur le terrain "ont saisi d'importantes quantités de drogues et de drogues dures, à savoir 17,220 kg de cannabis, 1,92 kg de cocaïne, 131 g d'héroïne, 73.321 comprimés psychotropes de différents types, et 11 flacons de solution sédatif", précise le communiqué.



REVUE EL DJEÏCH

L'ANP continue d'accomplir avec «engagement et dévouement» ses missions constitutionnelles

L'Armée nationale populaire (ANP) continue d'accomplir "sans relâche", avec "compétence, engagement et dévouement", ses missions constitutionnelles, indique la revue El Djeïch dans son dernier numéro, soulignant que la préoccupation première de son Haut commandement est de renforcer sa disponibilité opérationnelle et ses capacités de combat pour faire face à toutes les menaces. «L'ANP, digne héritière de l'ALN et dépositaire de son message sacré, continue d'accomplir sans relâche, avec compétence, engagement et dévouement, ses missions constitutionnelles», précise El Djeïch dans son éditorial intitulé: «Algérie nouvelle: avenir, perspectives prometteuses». L'Edito relève que la «préoccupation première» du Haut commandement de l'ANP est de «renforcer la disponibilité opérationnelle de l'Armée et ses capacités de combat, de veiller à l'amélioration de ses performances pour assurer une totale et permanente aptitude à relever les différents défis et à faire face à toutes les menaces, après avoir franchi des pas significatifs sur cette voie, grâce à l'adoption

d'une approche globale, soigneusement étudiée, basée sur la dotation des forces en équipements les plus modernes ainsi que sur la formation et la préparation permanentes et continues au combat». La même source rappelle, à ce titre, «la rénovation et la modernisation des infrastructures (de l'ANP) en s'appuyant essentiellement sur une ressource humaine compétente maîtrisant les sciences et les technologies modernes, de pointe et complexes, une ressource capable de relever les différents défis et enjeux et prévoir les événements et développements pouvant survenir à l'avenir». Dans cette optique, la revue a mis en avant les propos du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, qui avait affirmé, lors de sa dernière visite au siège du ministère de la Défense nationale (MDN), que «la préservation de la souveraineté nationale repose sur une Armée forte et crainte et une économie développée», des affirmations qu'il avait réitérées lors de sa visite, le 30 mai dernier, dans la wilaya de Khenchela en soulignant que «les pays puissants sont ceux qui possèdent une

Armée et une économie fortes». Dans le même cadre, El Djeïch a fait savoir que «les résultats qualitatifs obtenus, que ce soit sur le plan opérationnel ou en termes de préparation au combat, reflètent le développement atteint par notre ANP, en particulier ces dernières années», citant à cet égard les manœuvres et exercices démonstratifs «exécutés avec succès et un haut niveau de professionnalisme par les différentes composantes de nos forces armées». «Grâce à cela, le prestige du pays n'en sera que grandi, son drapeau flottera fièrement et au firmament dans le concert des nations. Nous devons œuvrer avec diligence et détermination, chacun dans sa position, au parachèvement du processus d'édification d'un Etat fort sur le plan interne afin qu'il soit en mesure de s'imposer à l'extérieur pour que l'Algérie reste toujours forte et prospère de par son économie et ses capacités, solide et unie par son peuple et ses institutions, sûre par son ANP, bastion imprenable de l'Algérie, garante de sa souveraineté et de son unité et dépositaire du serment prêté à nos glorieux Chouhada», conclut l'éditorial d'El Djeïch.

CÉRÉALES

Les exportateurs russes voient un potentiel de croissance en Inde et en Chine

Les exportateurs russes de céréales voient un potentiel d'augmentation des livraisons de légumineuses et de céréales à l'Inde et à la Chine, tout en continuant à se concentrer sur leurs marchés traditionnels du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (Mena), a déclaré le ministère de l'agriculture mardi. "Dans les conditions actuelles,

les exportateurs nationaux se concentreront sur les marchés clés du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, ainsi que sur le développement des relations avec l'Inde et la Chine, où l'on constate des progrès dans l'approvisionnement en légumineuses à grains et où de vastes perspectives s'ouvrent pour les cultures céréalières", a affirmé le

ministère dans un communiqué à la suite d'une réunion de travail entre le ministre de l'Agriculture, Oksana Lut, et les exportateurs de céréales. Il a également annoncé que, compte tenu des rendements élevés de l'année dernière, la Russie vise à livrer jusqu'à 70 millions de tonnes de céréales sur les marchés mondiaux, dont 53 millions de tonnes

de blé, au cours de la saison actuelle, qui s'achève le 30 juin. Pour la prochaine saison, qui débutera le 1er juillet, la Russie prévoit de réduire son offre de céréales sur le marché mondial à 60 millions de tonnes. Actuellement, une expédition de blé sur quatre sur le marché mondial provient de Russie.

PREMIÈRE ÉDITION DU PRIX AFANEEN EL DJAZAÏR

Sid Ahmed Agoumi primé

Le groupe public Madar Holding a organisé, lundi soir à Alger, la première édition du Prix Afaneen El Djazaïr, qui a été décerné à l'artiste Sid Ahmed Agoumi pour sa riche carrière artistique et ses œuvres intemporelles au cinéma et au théâtre. La cérémonie de remise du Prix Afaneen El Djazaïr a été présidée par le PDG de Madar Holding, Charaf Eddine Amara, à l'Hôtel El Aurassi, en présence de la ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji, du ministre de la Communication, Mohamed Laagab, du ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, du ministre des Moudjahidine et des Ayants

droit, Laid Rebiga, ainsi que des présidents des conseils consultatifs de la jeunesse et de la société civile, de députés, de directeurs de médias et de personnalités artistiques et sportives. A cette occasion, le PDG de Madar Holding a précisé que la création de ce prix «participe de l'intérêt majeur que porte le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à la culture et aux arts, comme en témoignent la dynamique actuelle et les nombreuses réalisations dans le secteur». «Pour nous, les priorités de l'Etat algérien sont l'affaire de tous, d'où notre initiative», a-t-il expliqué. Ce prix annuel qui se veut une reconnaissance envers ceux qui excellent dans leur domaine au service de

l'Algérie, a souligné Amara, ajoutant que son groupe entendait ainsi contribuer à la promotion des arts et de la culture, mais aussi de tous les autres domaines qui font le rayonnement de l'Algérie. Sur le choix de Sid Ahmed Agoumi comme premier lauréat de ce prix, l'intervenant a précisé que «cet artiste s'est distingué par son immense talent, son sérieux et son dévouement tout au long de sa carrière au théâtre, au cinéma et à la télévision». Exprimant sa reconnaissance pour cette distinction, Sid Ahmed Agoumi a tenu à rendre hommage au public algérien. «C'est lui qui nous pousse à donner le meilleur de nous-mêmes», a-t-il dit.